

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE À L'ADRESSE DES ÉTUDIANTS

«L'Etat disposé à financer tous les projets innovants»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a assuré que «l'Etat est disposé à financer tous les projets et recherches relatifs aux startups», soulignant que «le financement ne saurait entraver le développement du pays». P 3



INDUSTRIE AUTOMOBILE

Jetour fabriquera ses voitures en Algérie à partir de fin 2025

Une autre marque chinoise annonce la réalisation d'une nouvelle usine de construction automobile en Algérie. Il s'agit de «Jetour» qui devrait réaliser une usine dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj. Selon le représentant officiel de la marque en Algérie, en l'occurrence Anis Benhamadi, Pdg de la Sarl Revolva, la première voiture sortira des lignes de production de cette usine en décembre 2025.

P 2

AVEC LA PARTICIPATION
DE 700 EXPOSANTS

Le salon Sipsa-Filaha s'ouvre aujourd'hui à Alger

Le Salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie Filaha Agro-food se tiendra à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 23 mai 2024 au Palais des expositions, à la Safex, à Alger. Cette édition verra la participation de professionnels du secteur de nombreux pays d'Afrique dont le Sénégal, le Niger et la Mauritanie qui sera à l'honneur, ainsi que des exposants du Sénégal et du Niger. En effet, Sipsa-Filaha 2024 accueille cette année 700 exposants et 35.000 visiteurs professionnels sur une superficie de 35.000 m2.

P 5

128^e SESSION ORDINAIRE DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNION ARABE DU FER ET
ACIER

Consolider la complémentarité économique entre pays arabes

Les travaux de la 128e session ordinaire du Conseil d'Administration de l'Union arabe du fer et de l'acier (UAFA) ont débuté, dimanche à Alger, avec au menu l'examen des voies et moyens de concrétiser la coopération et la complémentarité dans l'industrie sidérurgique arabe.

P 3

CAMPAGNE MOISSON-
BATTAGE 2024

**Une récolte de
370000 quintaux
de céréales
attendue à El Oued**

Une production de 370.000 quintaux (QX) de céréales, toutes variétés confondues, est attendue au titre de la campagne moisson-battage 2024 qui se poursuit dans la wilaya d'El Oued, a-t-on appris dimanche auprès des services de la chambre de l'agriculture. La production céréalière est dominée par le blé dur, avec un rendement prévisionnel de 272 mille quintaux, ce qui représente plus de 70% de la production attendue de céréales, et l'orge avec une quantité de 90 mille quintaux, a indiqué le président de la Chambre Djalloul Athmani. La superficie globale dédiée à la culture des céréales pour cette saison agricole est de dix (10) mille hectares, répartie entre 6.800 hectares pour le blé dur et 3.000 hectares pour l'orge, sachant que la superficie réservée à la céréaliculture représente près de 8% de la superficie agricole utile (SAU) estimée à plus de 105 mille hectares, selon le même responsable. Cette culture stratégique est répartie à travers 14 communes sur 22 communes que compte la wilaya d'El Oued, avec en tête la commune frontalière de Ben Guecha, avec une superficie de plus de 9.000 hectares, ce qui représente 90 % de la superficie emblavée dans la wilaya, a-t-il précisé. Plus de 800 agriculteurs activant dans la filière céréalière dans la wilaya d'El Oued qui sont concentrés notamment dans les zones agricoles de trois communes, à savoir Ben Guecha, Hassi Khefifa et Ouermas.

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Jetour fabriquera ses voitures en Algérie à partir de fin 2025

Une autre marque chinoise annonce la réalisation d'une nouvelle usine de construction automobile en Algérie. Il s'agit de «Jetour» qui devrait réaliser une usine dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj. Selon le représentant officiel de la marque en Algérie, en l'occurrence Anis Benhamadi, Pdg de la Sarl Revolva, la première voiture sortira des lignes de production de cette usine en décembre 2025.

Par A B.

S'exprimant samedi soir, lors d'une cérémonie dédiée au lancement de la marque Jetour en Algérie, l'intervenant a précisé que cette usine sera «une des plus grandes dans la région», ajoutant que Jetour ambitionnait de participer au «renforcement de la position de l'Algérie dans l'industrie automobile régionale et d'en faire une base stratégique pour l'exportation de véhicules fabriqués localement vers d'autres marchés africains». Le représentant a salué «l'appui continu» des autorités publiques et leurs encouragements aux investisseurs pour le développement de la filière industrie automobile en Algérie à travers les facilités et avantages accordés aux opérateurs économiques en matière d'investissement. Il a dans la foulée affirmé l'engagement de la marque automobile «à respecter le nouveau cahier des charges en vigueur et à offrir des produits de haute qualité aux consommateurs algériens». De son côté, le président-directeur général de Jetour International, Jack Chen, s'est fé-



licité du pas franchi par la société qu'il représente, souhaitant que Jetour «se développera rapidement en Algérie». Soulignant, par la même, les relations historiques entre la Chine et l'Algérie et l'excellence des liens bilatéraux notamment sur le plan économique, M. Chen a assuré que «la réalisation de l'usine Jetour Algeria amènera le constructeur automobile à un autre niveau d'engagement sur le marché algérien». Le réseau de concessionnaires de la

marque Jetour a été lancé avec 4 concessions dans les villes d'Alger, Annaba, Oran et Sétif, comme première étape, avec l'objectif d'atteindre, d'ici la fin de l'année en cours, 28 concessions à travers le territoire national, assurant des services de vente de véhicules et pièces détachées ainsi que la maintenance. La cérémonie de lancement de Jetour a été marquée par la présence de l'ambassadeur de la Chine en Algérie, M. Li Jian.

SONATRACH

Signature d'un protocole d'accord avec Eni

Par Slimane T.

Le groupe pétro-gazier «Sonatrach» renforce sa coopération avec son partenaire italien «Eni». Un nouveau protocole d'accord vient d'être signé entre les deux compagnies lors d'une cérémonie organisée, hier dimanche, au siège de la Direction Générale de Sonatrach, indique la compagnie dans un communiqué.

«SONATRACH et son partenaire Italien Eni ont signé, ce jour, au siège de la Direction Générale de SONATRACH, un Protocole d'Accord traduisant la volonté des parties à consolider leurs partenariats existants et étendre leur coopération, en convenant de mettre en place un nouveau programme de travaux de recherche et d'exploitation visant à valoriser le potentiel en hydrocarbures de la zone d'intérêt couvrant les pé-

mètres contractuels de Zemoul El Kbar, Rourde El Louh – Sif Fatima et Rhourde Messaoud Nord», lit-on dans le même communiqué. En effet, ce Protocole d'Accord, signé en présence de Monsieur Rachid HACHICHI, Président Directeur Général du Groupe SONATRACH, a «pour objet de définir le cadre de coopération entre les deux parties dans la perspective de conclure un ou plusieurs contrat(s) d'Hydrocar-

bures sur cette zone d'intérêt, sous l'égide de la Loi n°19-13, régissant les activités hydrocarbures». Pour rappel, SONATRACH et son partenaire Eni exploitent les périmètres contractuels objet du Protocole d'Accord signé, dans le cadre des contrats d'association signés sous l'égide de la loi n°86-14 et 05-07 modifiée et complétée, régissant les activités hydrocarbures.

GROUPE TELECOM ALGERIE

Participation à la 2^e édition de «CTO Forum»

Le Groupe Telecom Algérie participera à la 2^e édition du Forum des technologies de l'information et de la communication "CTO-Forum", qui aura lieu du 20 au 22 mai à Alger, confirmant ainsi son implication dans la stratégie nationale de transformation numérique et dans son écosys-

tème digital, indique, dimanche, un communiqué du Groupe. «Le Groupe Telecom Algérie est fier d'annoncer sa participation à la deuxième édition du Forum des technologies de l'information et de la communication +CTO-Forum+ qui se déroulera du 20 au 22 mai 2024 au palais de la Culture

Moufdi-Zakaria à Alger», précise la même source. Il s'agit d'un «rendez-vous des acteurs du secteur IT ayant pour vocation d'être la vitrine des technologies les plus innovantes mises à disposition des entreprises et des professionnels du secteur, dont l'objectif est de privilégier le B2B entre décideurs

et exposants», souligne le communiqué. Au cours de ce Forum, qui est «un événement de rencontres et d'échanges et un important espace technologique», le Groupe et ses filiales présenteront «leurs offres, services ainsi que leurs solutions à travers un stand dédié pour l'occasion», ajoute la même source.

Quotidien économique

Les Enjeux

Eco

Edité par la
SARLLes enjeux Eco
Tel: 06 98165554Gérant
Belmihoub
AbdelazizDirecteur de
publication
Radji ZahirSiège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.comccb : BDL 005
001700000003889 09Impression
Centre : SIADistribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE À L'ADRESSE DES ÉTUDIANTS

«L'Etat disposé à financer tous les projets innovants»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a assuré que «l'Etat est disposé à financer tous les projets et recherches relatifs aux startups», soulignant que «le financement ne saurait entraver le développement du pays».

Par Sirine R

Dans une allocution devant les étudiants au Pôle scientifique et technologique "Abdelhafid Ihaddadène" de la nouvelle ville de Sidi Abdellah, à l'occasion de la Journée nationale de l'Étudiant commémorant le 68e anniversaire de la grève historique du 19 mai 1956, le président a mis en exergue les efforts consentis pour promouvoir l'Université algérienne, classée, aujourd'hui, parmi les premières au niveau arabe et africain. Ainsi, il s'est dit convaincu que l'Algérie atteindra «les plus hauts rangs grâce aux capacités des jeunes et des étudiants».

Le Président Tebboune a souligné, dans ce contexte, que le processus de numérisation permet «de construire une économie moderne basée sur des chiffres réels loin de toute opacité», affirmant que l'Etat «compte sur les compétences des étudiants et les capacités des jeunes qui maîtrisent la technologie». Il a affirmé que l'année 2027 serait une année charnière pour l'Algérie, après le parachèvement du processus de numérisation et la récolte des fruits du développement de l'économie nationale. «L'année 2027 sera une année charnière pour l'Algérie après le parachèvement du processus de numérisation et la récolte des fruits du développement de l'économie nationale et des start-up», a-t-il souligné, en rendant hommage aux jeunes qui «maîtrisent les technologies modernes et jaloux de leur patrie».

Evoquant la symbolique de la Journée nationale de l'étudiant, le Président de la République a rappelé qu'«en ce même jour, un groupe d'étudiants avait décidé d'entrer en



grève et de rallier la Révolution contribuant ainsi à son rayonnement».

Le Président de la République a, en outre évoqué, la situation en Palestine soulignant que «la cause palestinienne est notre cause à tous», réitérant ses instructions pour la prise en charge de tous les étudiants palestiniens en Algérie.

il est à noter que le chef de l'Etat a procédé à l'inauguration du Pôle scientifique et technologique Chahid "Abdelhafid Ihaddadene" dans la nouvelle ville de Sidi Abdellah à Alger, et ce à l'occasion de la Journée nationale de l'étudiant. Il a écouté une présentation

faite par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, sur le Pôle scientifique et technologique qui s'étend sur une superficie de 87 hectares et compte 5 écoles supérieures. Le président de la République a également échangé avec les étudiants de l'Ecole nationale supérieure d'Intelligence artificielle et écouté des explications sur les spécialités de cette école. Il a, en outre, visité l'Ecole nationale supérieure de Mathématiques pour s'enquérir du niveau de formation dispensée aux étudiants par des enseignants et des compétences algériennes.

JOURNÉE NATIONALE DE L'ÉTUDIANT

L'USTHB organise une conférence et une manifestation scientifique

L'Université des Sciences et de la Technologie Houari Boumediene (USTHB), a abrité, dimanche à Alger, une conférence et une manifestation scientifique à l'occasion de la Journée nationale de l'étudiant, marquant l'engagement de la jeunesse algérienne, le 19 mai 1956, pour l'affranchissement du pays du joug colonial. Lors de cette conférence, le moudjahid et ancien enseignant à cette université, le Professeur Souihar Nouari, a indiqué que la grève des étudiants a constitué, il y a 68 ans, "un des événements phares" de la Guerre de libération nationale. "Deux ans après le déclenchement de la glorieuse Révolution, le 1er novembre 1954, les étudiants avaient pris conscience de leur absence dans la lutte sacrée pour l'indépendance du pays. Aussi, même s'il n'était pas aisé pour eux d'abandonner les bancs des universités et des lycées, l'appel du devoir national l'a emporté sur celui du savoir", a-t-il ajouté. Il a souligné que le ralliement des étudiants aux rangs du Front de libération

nationale (FLN) et de l'Armée de libération nationale (ALN), a été suivi par celui des lycéens. Ce qui a confirmé, a-t-il noté, l'adhésion et l'engagement du peuple algérien à la lutte pour le recouvrement de sa souveraineté. "Ce fût également une forte riposte et un rapide démenti au colonisateur français qui voulait faire croire à de simples actions de troubles", a poursuivi l'intervenant, relevant "l'impact de cette grève, en dépit du nombre restreint des étudiants algériens à l'époque". A ce titre, il a rappelé la discrimination et l'exclusion ayant ciblé les Algériens scolarisés afin de les empêcher de parachever leur instruction, faisant remarquer que "ce qui se passe à Ghaza aujourd'hui, a été enduré par les Algériens durant l'occupation française, la plus abjecte de l'histoire de l'humanité, avec celle de l'entité sioniste". Membre de l'Organisation nationale des moudjahidine (ONM), Si Ahmed Ismail a rappelé, pour sa part, le contexte ayant prévalu à l'action estudiantine, assurant que cette dernière avait été décidée "ex-

clusivement par les étudiants convaincus par les principes et l'appel du 1er novembre 1954". Il a souligné à ce propos, que "l'implication des étudiants dans la lutte libératrice s'est concrétisée de diverses façons, notamment par l'action médiatique pour sensibiliser l'opinion internationale et par l'action militaire en rejoignant le maquis", invitant par la même occasion, les étudiants d'aujourd'hui à s'inspirer du combat de leurs aînés pour en être "les meilleurs descendants". A l'issue de leurs interventions, les deux conférenciers, ainsi que le moudjahid et ancien condamné à mort, Mohamed Nouar, ont été honorés par les cadres de l'USTHB. De même que quelques Clubs scientifiques de cette université pour leur dynamisme sur les scènes nationale et internationale. Ces mêmes Clubs ayant monté une exposition pour faire connaître leurs produits et réalisations, sachant que certains de leurs membres ont contribué à la création de startups.

R.E.

128E SESSION ORDINAIRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNION ARABE DU FER ET ACIER

Consolider la complémentarité économique entre pays arabes

Les travaux de la 128e session ordinaire du Conseil d'Administration de l'Union arabe du fer et de l'acier (UAFA) ont débuté, dimanche à Alger, avec au menu l'examen des voies et moyens de concrétiser la coopération et la complémentarité dans l'industrie sidérurgique arabe. Lors des travaux de cette session, présidés par M. Awad Al Khaldi, président du Conseil d'Administration de l'UAFA, l'accent a été mis sur l'évolution de l'industrie du fer et de l'acier dans le monde arabe, ainsi que le budget final de l'exercice 2023 et le 8e rapport de la Commission économique.

Cette session de deux jours (19 et 20 mai), a permis d'examiner le 1er rapport de la Commission technique de l'Union et suivre l'évolution des préparatifs du 17e Sommet arabe de l'acier et du Salon prévus à cette occasion du 14 au 15 octobre au Qatar, outre l'examen de la demande d'adhésion de la Société publique irakienne du fer et de l'acier. A cette occasion, le vice-président de l'UAFA et Directeur général du Groupe des industries métallurgiques et sidérurgiques IMETAL, Adel Khemane, a précisé dans son allocution que "le secteur de l'acier et du fer est l'une des activités structurantes et nécessaires pour la promotion de ce secteur industriel et partant de la roue du développement, à même d'améliorer les structures économiques dans les pays membres, étant lié étroitement aux autres secteurs économiques, et compte tenu de son impact direct et indirect".

M. Khemane a mis l'accent sur le rôle crucial que joue l'Union, dont le siège est sis à Alger, dans la réalisation de la complémentarité dans le domaine de l'industrie du fer et de l'acier et le soutien aux entreprises des Etats membres afin de développer leurs produits et de satisfaire à leurs besoins en matière première. Il a précisé "qu'il est impossible pour le secteur de réaliser le développement souhaité ou atteindre les objectifs fixés par l'Union sans une coopération étroite entre les différents secteurs et sans œuvrer à concrétiser la coopération et l'intégration dans les domaines de l'industrie du fer et de l'acier". Il a appelé à intensifier les échanges de visites et d'expertises entre les entreprises dans les pays arabes et promouvoir la recherche et le développement pour s'adapter à la stratégie de nombreux pays. M. Khemane a, également, attiré l'attention sur l'importance des réunions de l'Union qui mettent en évidence l'ambition de s'orienter vers l'exportation et la recherche de nouveaux investissements, outre le renforcement de la recherche, du développement et du soutien au marketing intérieur et extérieur.

R.E.

OMS

Premier pas en vue d’une révision du règlement sanitaire international

L'OMS a annoncé samedi que les 196 Etats parties au règlement sanitaire international (RSI), en vigueur depuis 2007 pour répondre aux urgences de santé publique dans le monde, ont fait samedi un premier pas pour améliorer son efficacité après l'échec de la crise du Covid-19. Les Etats "ont donné leur accord de principe sur un ensemble important et novateur d'amendements au RSI", a annoncé l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans un communiqué. "C'est un événement historique", a déclaré le directeur général de l'OMS, Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus. Le RSI régule notamment la déclaration d'une urgence sanitaire de portée internationale - le plus haut niveau d'alerte de l'OMS - et comprend des mesures particulières dans les ports et les aéroports, ainsi qu'aux postes-frontières afin de limiter la propagation des risques. La révision du RSI doit permettre de renforcer les capacités des pays à détecter les crises sanitaires susceptibles de prendre une dimension internationale et à y réagir, à mieux prendre en compte la notion de pandémie, tout en soulignant les principes d'"équité et de solidarité". Après la pandémie de Covid-19, plusieurs voix avaient remis en question l'efficacité du RSI, estimant qu'il n'avait ni prévenu, ni jugulé la crise. Ce processus de révision du RSI, lancé en 2022, se déroule parallèlement aux négociations sur l'élaboration d'un accord mondial sur la prévention et la lutte contre les pandémies. L'objectif de ce projet de traité est de mieux coordonner la réponse internationale, avec en son coeur la question épineuse d'un accès équitable aux vaccins, traitements et outils de dépistage.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

DOTÉE D'UN CAPITAL DE 80 MILLIARDS DE DA

Missions et rôle de la BNH

La Banque nationale de l'Habitat (BNH), entrée officiellement en activité samedi, œuvre à garantir les financements au profit des secteurs de l'Habitat et du Bâtiment pour particuliers, promoteurs publics privés, et maîtres-d'oeuvre. Dotée d'un capital de 80 milliards DA, la BNH est un établissement financier inclusif dédié essentiellement au financement du secteur de l'Habitat. Elle vise à attirer l'épargne classique outre l'"Epargne logement réglementée" consacrée par la loi de finances du 2024, orientée au financement des particuliers pour l'acquisition de logements publics de différents types. L'épargne réglementée sera lancée en tant que nouvelle formule de financement pour l'Habitat, après l'entrée en vigueur des textes d'application y afférents. Quant au nouveau programme «AADL 3» dont le lancement est prévu ayant le lancement pour l'année en

cours, la banque prend en charge le financement du programme aux côtés d'un groupe de banques en qualité de banque «chef de fil». En plus du financement des particuliers pour l'acquisition d'un logement en s'appuyant sur un réseau d'agences en plein essor sur le territoire national, la banque assure des financement pour les maitres-d'oeuvre activant dans le secteur du Bâtiment, tant privées que publiques. La BNH aura, également, parmi ses offres, des produits bancaires pour financement de particuliers désirant acquérir un logement promotionnel avec possibilité de bénéficier de taux d'intérêts aidés. Elle lancera, au même titre, d'autres produits permettant aux clients de construire, d'agrandir ou de réaménager leurs habitations, tout en préparant les offres de crédits à la consommation, à même d'assurer des produits en matière de finance islamique à moyen terme, ainsi que le développement des services

bancaires numériques. La BNH interviendra, par ailleurs, dans le financement de l'acquisition du Logement promotionnel aidé (LPA) et du Logement promotionnel public (LPP). Fruit de la reconversion de la Caisse nationale de logement (CNL) en un établissement bancaire, la BNH va maintenir les missions de l'ex CNL qui garantissait, principalement, les aides dans le cadre des programmes des logements publics dans ses différents types. A ce titre, la banque poursuivra les aides approuvées par l'Etat au profit des programmes du Logement rural, promotionnel aidé et des lotissements sociaux, outre les programmes financés qui comprennent le type location-vente et le logement public locatif (LPL) (ex-social). La BNH œuvre à élargir son réseau en focalisant sur les wilayas connaissant une grande activité de promotion immobilière à l'instar de Blida, Sidi Belabbes, Bejaia, Annaba, Mostaganem et Ouargla.

PALAIS DE LA CULTURE MOUFDI-ZAKARIA

Clôture du 9^e Festival national de la création féminine

Le 9e Festival national de la création féminine, a pris fin samedi à Alger avec un défilé de tenues traditionnelles représentant toutes les régions d'Algérie, en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji. Organisé au Palais de la Culture Moufdi-Zakaria du 9 au 17 mai, dans le cadre du Mois du patrimoine (18 avril-18 mai) sous le thème "Costumes et parures, pa-

trimoine à travers l'histoire", ce carrefour incontournable de la création féminine s'est clôturé avec le sentiment d'œuvrer avec dévouement à la préservation, la sauvegarde, la promotion et la transmission de l'identité et du patrimoine culturel immatériel algériens. Dans l'une des grandes salles du Palais de la Culture Moufdi-Zakaria, aménagée de manière à dégager deux couloirs aux sens opposés, bordés, de part et d'autre d'emplacements réservés à un public d'invités, les manne-

quins, accompagnées par la trentaine de stylistes qui les ont habillées, ont présenté une cinquantaine de modèles, aux motifs, aux ornements et aux broderies de haute couture, de toutes les régions d'Algérie. Le défilé de mode s'est déroulé en présence de plusieurs cadres du département de la Culture, de responsables d'institutions sous tutelle et d'artistes, à l'instar de la comédienne Nadja Laaraf, la chanteuse Nadia Benyoucef et du chanteur-comédien Lyès Ksentini.

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTERE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTERE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 16 ماي 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 16 Mai 2024

Prix du détail		أسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	79	91	68	البطاطا
	Tomate	69	79	59	الطماطم
	Oignon sec	103	112	93	البصل الجاف
	Ail sec	441	508	375	الثوم الجاف
	Ail vert	108	120	95	الثوم الأخضر
	Carotte	71	80	63	الجزر
	Navet	91	101	81	لفت
	Petit pois	240	265	215	البازيلاء
	Fève verte	107	119	96	الفول الأخضر
	Courgette	98	108	87	الكوسة
	Haricot vert	286	311	262	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	102	115	89	الخس
Fruits frais	Pomme locale	462	576	347	التفاح المحلي
	Datte	544	666	423	التمر
	Orange	179	224	133	البرتقال
	Citron	157	176	139	الليمون
	Banane	410	422	398	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1685	1805	1565	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	391	403	379	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	14	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	94	100	89	حليب البقر (لتر)

AVEC LA PARTICIPATION DE 700 EXPOSANTS

Le salon Sipsa-Filaha s’ouvre aujourd’hui à Alger

Le Salon international de l’agriculture, de l’élevage et de l’agro-industrie Filaha Agrofood se tiendra à partir d’aujourd’hui et jusqu’au 23 mai 2024 au Palais des expositions, à la Safex, à Alger. Cette édition verra la participation de professionnels du secteur de nombreux pays d’Afrique dont le Sénégal, le Niger et la Mauritanie qui sera à l’honneur, ainsi que des exposants du Sénégal et du Niger. En effet, Sipsa-Filaha 2024 accueille cette année 700 exposants et 35.000 visiteurs professionnels sur une superficie de 35.000 m2.

Par Réda Hadi

A cette 24eme édition, il est prévu une conférence panafricaine sur la question alimentaire et abordera une des thématiques principales, celle liée à la coopération interafricaine. Selon Amine Bensemmane, Président du Sipsa-filaha&afrikaagrofood et President du GRFI «algerian senior expert organization», cette conférence sera tournante en Afrique et accompagnera le salon Sipsa-FilahaAfrika Food qui vise à stimuler le commerce ente les zones maghrébines, sahéliennes et ouest africaines dans une logique d’échanges complémentaires et synergiques afin d’assurer un continuum territorial de sécurité alimentaire. La question alimentaire de l’Afrique est devenue primordiale et est un enjeu au moment où les dérèglements climatiques perturbent sérieusement les productions agricoles comme les céréales dans le Nord constantinois, d’autant que cette année 2024 a vu la question alimentaire être instrumentalisée jusque dans ses derniers re-tranchements par les bouleversements

géopolitiques. C’est dans cet esprit de détermination et du compter sur soi à l’échelle sinon continentale du moins régionale que cette initiative d’organiser en étroite liaison avec l’Institut Sénégalais des Recherches agro-nomiques (ISRA), une conférence panafricaine sur la question alimentaire. C’est tout naturellement que le GRFI (Algerian senior expert organization), s’est saisi d’une actualité qui s’est imposée à tous, pour discuter la nature de ce qui s’annonce être des forces à l’œuvre aux impacts majeurs sur la manière d’envisager la question agricole. Le salon Sipsa-FilahaAfrika Food export en est le réceptacle itinérant en Afrique, et cherche à stimuler le commerce agricole intra africain. Quant à cet évènement qui se tient à la Safex, il permet d’avoir une idée du niveau qualitatif de nos productions nationales en particulier, celles relatives aux industries chimiques et mécaniques. Pour notre région, selon M Amine Bensemmane, la position géopolitique de la Mauritanie en fait de facto un nœud privi-

légié des échanges agricoles entre l’Afrique de l’Ouest et le Maghreb. La décision de réaliser une route entre la Mauritanie et l’Algérie a incité le Sipsa-Filaha à faire de la Mauritanie le pays invité d’honneur de cette 22èmeédition. La présence d’une délégation Mauritanienne officielle de haut rang accompagnée des acteurs les plus importants de ce pays frère en particulier dans le domaine des productions halieutiques permettra la relance dynamique de nos échanges commerciaux. D’ailleurs, lors de ce Sipsa-FilahaAfrika Food, qui coïncide avec le salon Djazaqua, les Mauritaniens feront découvrir aux professionnels du secteur la richesse de leurs productions halieutiques. En somme, « la maitrise de nos agricultures en est une condition sine qua non, garante de nos libertés chèrement acquises». Lors de cette édition 2024, Sipsa a invité le commissaire à l’économie rurale et à l’agriculture de l’Union africaine, Madame Josefa Leonel CorreiaSacko, ainsi que des spécialistes de la Zeclaf (Zone de libre-échange continentale africaine.

THE PANAFRICAN
FOOD DEBATE –
ALGIERS EDITION

La question alimentaire en débat

A l’occasion de la journée mondiale de l’alimentation, la FAO a donné pour l’année 2022, une orientation qui constitue tout à la fois une interpellation et une injonction : Ne laisser personne de côté ! Le GRFI (Groupe de Réflexion Filaha Innov), think tank algérien considère qu’il est nécessaire de participer de manière active à la mobilisation générale qui a cours en Algérie et en Afrique autour de ces questions. Si l’Afrique est le berceau de l’humanité ; elle en sera aussi son futur grenier. Armé de cette conviction, « The Panaf-rican Food Debate – Algiers Edition » invite, le 20 Mai 2024 l’ensemble des acteurs concernés, à une réflexion aussi bien concertée qu’ouverte sur des préoccupations transversales en raison de la nature même de la question alimentaire. Ce rendez-vous de niveau continental concerne les citoyens engagés, les agriculteurs, écologistes, scientifiques, entrepreneurs, inventeurs, personnalités politiques mais aussi les organisations inter professionnelles, chambres de l’agriculture, organisations multilatérales, patronales, socio-professionnelles ou des entreprises sophistiquées issues de la chimie, des industries mécaniques, des TIC, des mutuelles, des fonds d’investissements, des Caisses de développement, des think tank etc. Le débat alimentaire concerne chacun d’entre nous et nous dépasse dans un même mouvement car il se trouve aussi bien transcrit dans notre biologie qu’inscrit dans l’aventure humaine que nous conduisons individuellement et collectivement.

R E.

TÉBESSA

Appel à créer des plateformes numériques pour le marketing touristique et culturel

Les participants à une journée d’information sur le tourisme, organisée dimanche à Tébessa, ont appelé à créer des plateformes numériques de marketing touristique et culturel. Les intervenants au cours de la rencontre, initiée par la Direction de la Jeunesse et des sports de la wilaya de Tébessa sur le site archéologique de la basilique Sainte-Crispine au cen-

tre-ville du chef lieu de la wilaya à l’occasion de la célébration de la Journée nationale de l’étudiant, ont estimé nécessaire de recourir aux nouvelles technologies dans la promotion et le marketing des services offerts par les deux secteurs du Tourisme et de la Culture. Le directeur de la Jeunesse et des sports, Mostefa Hamlaoui, a ainsi affirmé la nécessité de faire connaître davan-

tage les monuments archéologiques que recèle la wilaya de Tébessa sur les diverses plateformes électroniques. De son côté, le fondateur de l’incubateur de startups Nobel Compagny, Sami Betiche, a mis l’accent sur l’importance de créer des plateformes et des applications électroniques sur les sites archéologiques de la wilaya de Tébessa, les hôtels, les stations-ser-

vices et autres structures pour mieux permettre aux touristes de définir leurs destinations et planifier leurs déplacements en plus d’actions de promotion du patrimoine culturel matériel et immatériel. Salim Bouguera, cadre du secteur de la Formation professionnelle, a souligné que son secteur œuvre à accompagner la relance réelle du tourisme avec notamment l’ouver-

ture d’une spécialité de guide touristique local enseignée pour la première fois en anglais au côté de l’accompagnement des stagiaires sur le terrain. Dr. Wafa Matrouh de l’Université de Tébessa a relevé que des statistiques récentes montrent une large utilisation des Algériens de l’internet qui peut être exploitée pour la promotion et le développement du tourisme local.

MOSTAGANEM

Ouverture et aménagement de 100 km de pistes forestières

Plus de 100 km de pistes forestières ont été ouvertes et aménagées à travers plusieurs communes de la wilaya de Mostaganem, dans le cadre de la campagne de prévention et de lutte contre les incendies de l’année 2024, a-t-on appris dimanche auprès de la Conservation des forêts de la wilaya. La même source a indiqué que le programme d’investissement de l’année 2023 comprend, dans le cadre des travaux de prévention du tissu forestier, l’ouverture et l’aménagement de 60 ha de tranchées pare-feu, en plus de travaux sylvicoles qui concernent 235 ha. Au sujet du programme

d’investissement de cette année, la même source a souligné que la wilaya de Mostaganem a bénéficié de travaux de protection pour l’ouverture et l’aménagement de plus de 50 km de pistes, qui sont actuellement dans la phase de passation de contrats de marchés, parallèlement aux travaux d’aménagement de trois postes de vigie. En prévision de la campagne de prévention et de lutte contre les incendies, qui s’étale du 1er mai au 31 octobre prochain, la Conservation des forêts a achevé l’opération de numérisation des installations sylvicoles se trouvant au niveau du territoire de la wilaya pour la

création et la modernisation du réseau de télécommunications, parallèlement avec les autres opérations effectuées par les différents acteurs, a ajouté la même source. Dans ce contexte, il a été procédé à l’aménagement des tranchées pare-feu sous les lignes électriques de haute tension (21 ha) par la société Sonelgaz, tandis que la direction des Travaux publics de la wilaya a réalisé des opérations d’aménagement et de nettoyage des bordures des routes sur une distance de 119 km. Jusqu’à présent, il a été procédé à l’enlèvement des déchets solides et ménagers sur 26 sites à l’intérieur des forêts,

sur un total de 45 sites, de même que le nettoyage des bordures des lignes électriques et 22 stations de télécommunications érigées à l’intérieur du domaine forestier national, a-t-on expliqué. A signaler que la Conservation des forêts de la wilaya a procédé, durant l’année en cours, à la mise à jour de la carte de vulnérabilité des forêts de la wilaya aux incendies, en classant les données en trois catégories sur la base desquelles peut s’appuyer le plan d’intervention pour le rendre plus performant, ainsi que la répartition des moyens matériels et humains et des opérations de prévention et de protection.

TRANSFERT DES EAUX DU BARRAGE KEF EDDIR VERS CHERCHELL

Entame des essais techniques dès la semaine prochaine

Les essais techniques pour le transfert des eaux du barrage Kef Eddir, dans la commune de Damous (à l'extrême ouest de Tipasa), vers Cherchell seront entamés la « semaine prochaine » par l'entreprise « Cosider canalisations », en perspective de la mise en service progressive de ce projet à la fin mai en cours, a-t-on appris, auprès des services de la wilaya.

« Le taux d'avancement des travaux de réalisation du transfert d'eaux du barrage Kef Eddir vers les communes de Messelmoune, HadjretEnnos, Aghbal, Sidi Semiane, Sidi Ghilas, et jusqu'à Cherchell, est estimé à 90% », a indiqué la même source, soulignant l'entame « la semaine prochaine » des essais techniques sur la partie du réseau de transfert achevé et devant englober un total de 11 communes.

« Le raccordement des communes suscitées au réseau des canalisations est achevé, il ne reste qu'un tronçon de près de 2,5 km de canalisations, à l'entrée de la commune de Cherchell, qui sera achevé dans une semaine ou 10 jours au plus tard, avant l'entame progressive de l'alimentation en eau potable des habitants de ces communes », a-t-on expliqué. A noter que le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, avait supervisé, le 27 novembre dernier, la 1ere phase d'exploitation des eaux du barrage au profit de trois communes, Damous, Gouraya et Al-Arhat, avant le lancement par le wali, AboubakrSeddikBoucetta, le 10 mars dernier, de la 2e phase d'exploitation des eaux du barrage Kef Eddir au profit des habitants de la commune montagnaise de Beni Milouk, dans l'attente de la réception définitive du projet, en juin prochain.

La production d'eau potable dans la wilaya de Tipasa est actuellement estimée à 180.000 m3/ jour, un volume jugé insuffisant pour couvrir la totalité des besoins de la population, notamment en raison du manque des précipitations, ce qui explique l'extrême importance de ce projet pour la wilaya. Le barrage Kef Eddir est doté d'une capacité de production de 21 millions de m3 d'eau/an. Sachant qu'il assurera, également, un volume de 8.613 m3/jour pour une population globale de 45.897 âmes au niveau de 58 zones d'ombre, selon les estimations du maître d'ouvrage. Ce projet d'envergure englobe la réalisation de 14 stations de pompage et 13 réservoirs d'une capacité de 140.000 m3, en plus d'une station de traitement des eaux d'une capacité de production de 210.000 m3/jour, devant être réceptionnée en trois étapes, permettant chacune la production et le transfert de 70.000 m3 d'eau/jour pour assurer l'approvisionnement des citoyens en eau potable, selon la même source.

Ce projet, à caractère régional, est stratégique, vu qu'il permettra, aussi, l'alimentation en eau potable des communes d'Ain Goussine, Brira et Beni Haoua, dans les wilayas d'Ain Defla et Chlef, parallèlement à l'exploitation d'un volume d'eau considérable pour l'irrigation de terres agricoles au niveau de ces trois wilayas, a-t-on noté.

SKIKDA

Ouverture de l'investissement dans les industries de la pêche

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a annoncé, samedi, dans un communiqué, l'ouverture de l'investissement dans les industries de la pêche et de l'aquaculture au profit des professionnels ou détenteurs de capitaux dans la wilaya de Skikda, appelant les investisseurs à préparer des fiches techniques sur leurs projets en prévision de la participation au choix des fonciers proposés.

L'opération d'inscription pour bénéficiaire des licences d'investissement se déroulera dans les prochains jours sur la plateforme numérique de l'Agence et les investisseurs disposant de capacités financières suffisantes sont invités à préparer des fiches techniques sur leurs projets, notamment les informations essentielles relatives à l'enveloppe budgétaire du projet, les sources de financement et le nombre d'emplois à créer. Selon le communiqué, les projets proposés doivent concerner de préférence certaines activités, notamment celles qui contribuent à la substitution des importations, à la production des marchandises et des produits ainsi que celles qui apportent des solutions nouvelles, relevant que le choix de l'investissement dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture est laissé à la libre initiative des acteurs économiques (professionnels ou détenteurs de capitaux) qui peuvent intervenir dans l'ensemble des activités ouvertes à l'investissement, et qui sont liées à plusieurs axes. Parmi les axes essentiels, l'Agence a cité les activités de l'industrie de la pêche telles que les unités de fabrication des équipements de la pêche, les unités de fabrication de moteurs marins et de pièces

détachées, les unités de traitement et/ou de conditionnement des produits de la pêche, les unités de récupération et de traitement des peaux de poisson pour les industries pharmaceutiques, cosmétiques et artisanales, les unités de fabrication, de récupération et de recyclage des filets de pêche, les unités de fabrication de boîtes de produits de la pêche, les unités de lavage des caisses de produits de la pêche, ainsi que les unités de recyclage et de récupération des déchets issus de la fabrication des produits de la pêche.

Il s'agit, également, des activités de construction, réparation et maintenance de chalutiers, à l'image des unités de réparation et de maintenance des navires et des chalutiers, des unités de construction et de maintenance des chalutiers, des unités de fabrication et de montage des équipements hydrauliques des chalutiers, des sociétés de fabrication de pièces de rechange pour chalutiers, des unités mobiles de maintenance, mécaniques, électroniques et hydrauliques pour les différents types de navires, ainsi que les différents ateliers de maintenance des navires, de la mécanique, l'hydraulique, l'électricité et autres. Quant aux activités de l'aquaculture, l'Agence a fait savoir que les

investissements concernaient les unités de fabrication des équipements et des produits de l'aquaculture (cages, cages flottantes, lignes de réservoirs, bacs d'élevage en plastique), les unités de traitement et/ou de conditionnement des produits aquacoles, les unités de production des aliments aquacoles, les éclosiers aquacoles marines et /ou d'eau douce, ainsi que des unités de production de farine de poisson. S'agissant des activités de construction, de réparation et de maintenance des navires aquacoles, les investissements en question concernent les unités de construction, de réparation et de maintenance des navires aquacoles, les sociétés de fabrication des pièces de rechange des navires aquacoles, les sociétés de fabrication des pièces de rechange des équipements et des produits aquacoles, ainsi que les unités de réparation et de maintenance des équipements et produits aquacoles.

Pour plus d'information, le communiqué a appelé les intéressés à prendre contact avec la Direction de la pêche et de l'aquaculture de la wilaya de Skikda ou avec le guichet unifié de l'AAPI de la même wilaya, en plus de consulter le lien suivant : <https://aapi.dz/ar/secteur-de-la-peche-et-des-productions-halieuistiques-ar/>.

EL MEGHAIER

Travaux de modernisation des tronçons de la RN-3

Des travaux de modernisation et de dédoublement de plusieurs tronçons de la route nationale (RN-3) traversant le territoire de la wilaya d'El Meghaier sont en cours de réalisation dans l'objectif d'assurer la fluidité de la circulation et relancer l'activité commerciale et économique dans la région, a-t-on appris des responsables du secteur des Travaux publics de la wilaya. Il s'agit de chantiers lancés sur différentes distances de voies de dédoublement de plusieurs

tronçons de la route nationale (RN-3) traversant les communes de la wilaya, a déclaré à l'APS, le directeur de secteur, Zbayar Ghazi. Les autorités locales de la wilaya œuvrent pour la réhabilitation du réseau routier pour renforcer ces infrastructures de base et promouvoir le développement socio-économique de la région, et le transport de marchandises, notamment agricoles.

La modernisation du réseau routier contribue également à l'inten-

sification des échanges commerciaux et à la promotion des projets d'investissement au niveau de la wilaya et de les wilayas limitrophes (Biskra, Touggourt et El Oued) à travers la mise en œuvre de nombreux projets importants, notamment dans les secteurs de l'Agriculture, le Tourisme et l'Industrie, a-t-il expliqué.

Ces projets routiers s'inscrivent dans le cadre des efforts des autorités locales pour atténuer le trafic sur cet axe routier vital, emprunté quotidiennement par

10.000 véhicules, dont 55 % de poids lourds, et pour réduire les accidents de la route. Cet axe routier constitue aussi une liaison entre les wilayas du Nord et du Sud du pays, selon la même source.

Le wali d'El MeghaierLaredjNehila a exhorté les entreprises de réalisation de ces projets à assurer la qualité des travaux, la fixation des feux de signalisation et la réalisation des ralentisseurs sur les tronçons traversant le milieu urbain.

RECENSEMENT GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE

Près de 80.000 exploitations agricoles concernées à Tizi Ouzou

Près de 80.000 exploitations agricoles et d'élevage de la wilaya de Tizi-Ouzou, sont concernées par l'opération de Recensement général de l'agriculture (RGA) qui débutera dimanche prochain sur l'ensemble du territoire national, a-t-on appris auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). Le recensement de ces près de 80.000 exploitations qui sera mené par 363 agents recenseurs, permettra de collecter des informations actualisées et précises sur le secteur et d'avoir une meilleure connaissance de la situation agricole de la wilaya, a souligné le DSA Djamel Sersoub, à l'ouverture d'une journée d'information et de sensibilisa-

tion sur le RGA. Ce responsable a insisté lors de la rencontre organisée par sa direction et abrité par l'Institut technologique spécialisé de formation en agriculture de montagne (ITSFA) de Boukhalfa, sur l'importance de collecter des données précises lors du recensement. Ces données qui seront transmises au ministère de l'Agriculture et du développement rural seront exploitées dans la mise en place de stratégies de développement du secteur et permettront d'améliorer la prise de décision, a-t-il insisté. Assurant que tous les moyens humains et matériels sont réunis pour garantir la réussite de cette opération, M. Sersoub a expliqué que

les données qui seront collectées lors du RGA seront exploitées pour définir des stratégies de développement du secteur en vue d'atteindre la sécurité alimentaire, un des fondements de la souveraineté nationale.

Le chef de service statistique à la DSA, Ali Kheffache, a indiqué à l'APS, en marge cette journée de sensibilisation, que ces 363 agents recenseurs ont suivis des formations au niveau de l'ITSFA de Boukhalfa. 73 contrôleurs qui vont chauffer, diriger et contrôler les recenseurs sur le terrain et 3 superviseurs ont été aussi formés et mobilisés pour le RGA qui s'étalera jusqu'au 17 juillet prochain.

VOITURES ÉLECTRIQUES

La leçon de politique industrielle de la Chine à l’Occident

2^e partie et fin

Dépassant Tesla, le géant chinois BYD est devenu fin 2023 le plus gros producteur de voitures électriques au monde. Des années durant, il a prospéré sur un modèle néo-fordiste d’intégration verticale, lui assurant un contrôle sur l’ensemble de la chaîne de production – profitant de la dynamique de délocalisation et de sous-traitance qui prévalait en Occident. Les subventions étatiques de l’État chinois ont fait le reste et BYD pose désormais un sérieux défi aux Occidentaux, dans un contexte de transition énergétique où la voiture électrique est amenée à jouer un rôle croissant. Un enjeu que les États européens feraient bien de prendre à bras-le-corps, plutôt que d’accroître leurs dépenses militaires et d’attiser la psychose d’un nouveau conflit mondial.

Par Paolo Gerbaudo

La même technologie qui, dans les années 1990, faisait fonctionner les téléphones Nokia et Motorola sert à présent à propulser des voitures, et même des bus. Sans compter que les améliorations permises par la variante lithium-fer-phosphate – sur lesquelles le chinois BYD a une grande avance technologique –, ainsi que le passage d’un électrolyte liquide à un électrolyte solide pour les batteries lithium-ion, pourraient encore améliorer les capacités des batteries.

La place centrale qu’occupent les batteries dans le secteur des véhicules électriques explique pourquoi la construction de gigafactories (immenses usines de fabrication capables de produire des batteries dont le stock total se chiffre en milliards de watts-heures) est devenue si cruciale, de même que l’accès au lithium. Ce métal alcalin n’est pas rare dans la croûte terrestre, mais son extraction n’est économiquement viable que dans les quelques rares endroits du monde où sa concentration est suffisante. Le Chili, l’Argentine et l’Australie sont à ce titre les nations les mieux pourvues. Afin de sécuriser leur accès à cette matière première, certaines entreprises de véhicules électriques s’immiscent à présent directement dans le secteur de l’extraction du lithium, par l’achat de parts ou en tant qu’actionnaire unique.

Le nouveau Henry Ford

L’émergence de l’industrie automobile chinoise a engendré environ 140 marques différentes de véhicules électriques, mais seule une poignée d’entre elles peuvent jouer sur le terrain de BYD – qui, en 2023, est devenu le plus important fabricant de véhicules électriques au monde devant Tesla. L’entreprise a été fondée à Shenzhen en 1995 par Wang Chuanfu, un orphelin issu de la région rurale pauvre d’Anhui, qui a étudié la chimie et la science des matériaux. Par de nombreux aspects, le fonctionnement de l’entreprise évoque singulièrement une résurgence électrifiée de la logique fordiste de production de masse : un processus de production à forte intensité de main-d’œuvre, une immense armée d’ouvriers et des méthodes tayloristes d’organisation scientifique de la production.

Surtout, BYD accorde une attention toute fordiste à l’intégration verticale. En son temps, Henry Ford avait acquis des mines de fer et de charbon pour produire de l’acier, des plantations de caoutchouc au Brésil pour produire des pneus (avant que l’invention de la vulcanisation n’élimine le besoin en caoutchouc d’origine naturelle), des mines de sable de silice blanc pour fabriquer les pare-brises, les vitres et les rétroviseurs des voi-

tures et même des forêts pour les pièces de la voiture réalisées en bois. Aujourd’hui, BYD entreprend de contrôler la production et l’assemblage des cellules de batterie, la fabrication des groupes motopropulseurs électriques, les semi-conducteurs et les modules électroniques, voire l’extraction du lithium. L’entreprise fabrique également les essieux, les transmissions, les habitacles, les freins et les suspensions des voitures « en interne ». En réplique aux immenses usines Ford de Highland Park et de River Rouge, BYD a construit de gigantesques usines industrielles destinées à la production de batteries et d’autres composants essentiels, et à l’assemblage des voitures. Quatre d’entre elles se trouvent dans la ville d’origine de BYD, Shenzhen, et vingt autres en Chine, tandis que plusieurs nouvelles usines sont en cours de construction à l’étranger, de la Hongrie au Brésil.

BYD entreprend de contrôler la production et l’assemblage des cellules de batterie, la fabrication des groupes motopropulseurs électriques, les semi-conducteurs et les modules électroniques, voire l’extraction du lithium. Pendant toute la première partie du vingtième siècle, l’intégration verticale a permis à Ford et à d’autres entreprises de réduire leurs coûts d’intermédiation, de contrôler la production et de coordonner l’innovation tout au long des différentes étapes de la fabrication, depuis l’acquisition de caoutchouc et d’acier jusqu’à la standardisation des pièces et des fournisseurs. Une production importante et des salaires élevés dans le contexte d’un marché oligopolistique ont assuré des profits stables dans un environnement macroéconomique en expansion, pendant une période qui, entre la Deuxième Guerre mondiale et la fin des années 1960, a constitué l’ère dorée du fordisme.

La crise pétrolière des années 1970 a mis en évidence la rigidité d’un tel modèle industriel, alors que l’inflation des salaires et la demande en véhicules plus performants ont mis un frein à la compétitivité des fabricants d’automobiles états-unis. Les industriels occidentaux se sont alors inspirés du modèle d’entreprises japonaises comme Toyota, qui pratiquait une production flexible à flux tendu en s’appuyant sur un réseau de fournisseurs et du personnel externe pour absorber les chocs du marché, externalisant la production de composants. Les fabricants japonais d’automobiles ont divisé la chaîne de montage en îlots de production supervisés par des équipes distinctes. Cette logique organisationnelle a permis de discipliner plus efficacement la force de travail et de désorganiser les syndicats, dont les pouvoirs de négociation se sont effondrés lorsqu’ils se sont avérés incapables de menacer d’arrêter le travail des différentes étapes de la production.

L’externalisation s’est accompagnée de la délocalisation d’une bonne partie de la chaîne de valeur vers des pays où le coût de la main-d’œuvre était moins élevé. L’économiste Raphaël Chiappani a ainsi pu déclarer que « depuis la fin des années 1980, les fabricants d’automobiles en Europe, au Japon et aux États-Unis, tels que General Motors, Ford, Toyota, Honda, Volkswagen, Audi et Daimler Chrysler, ont délocalisé et augmenté la part de leur production automobile vers des pays émergents afin de tirer partie de coûts de production moindres. » Tout cela a entraîné une « division internationale du travail », ou plutôt une « fragmentation internationale », c’est-à-dire que les différents pays se sont spécialisés dans différentes étapes de la chaîne d’approvisionnement, en fonction de leur avantage concurrentiel. Dans la perspective d’améliorer la qualité tout en réduisant les coûts, cette évolution a également eu pour conséquence de rendre les fabricants d’automobiles vulnérables aux perturbations de la chaîne d’approvisionnement. Un risque qui devrait continuer à s’accroître en cette période de tensions géopolitiques mondiales.

Le retour de l’intégration verticale

Les faiblesses de la chaîne d’approvisionnement mondiale sont devenues encore plus apparentes après la pandémie, dans un contexte d’une concurrence sécuritaire accrue. Des termes comme « délocalisation » et « internalisation » ont fait leur apparition dans le débat public. BYD constitue, à cet égard, une manifestation contemporaine fascinante de « re-internalisation » de la production nationale – et des relations que ce mouvement entretient avec les nouvelles politiques industrielles dans leur ensemble. L’entreprise adopte une structure typique de conglomerat intégré verticalement, avec une entreprise centrale (BYD Company) qui contrôle plusieurs filiales : BYD Auto, BYD Electronics, BYD Semiconductors, BYD Transit Solutions et BYD FinDreams (la branche responsable de la production des batteries et de différentes pièces de voiture). Si l’intégration verticale est un modèle partagé avec d’autres concurrents du domaine des véhicules électriques, comme Tesla, BYD a atteint d’un degré d’intégration bien plus élevé que l’entreprise d’Elon Musk, qui acquiert 90 % de ses batteries auprès de sociétés comme Panasonic ou CATL (entreprise chinoise, leader mondial des batteries, ndlr).

La production de batterie était à l’origine le cœur de l’activité de BYD, ce qui lui assure une compétence cruciale en matière de production de la pièce la plus importante et potentiellement la plus innovante des véhicules électriques.

La production de batterie était à l’origine le cœur de l’activité de BYD, ce qui lui assure une compétence cruciale en matière de production de la pièce la plus importante et potentiellement la plus innovante des véhicules électriques. À travers sa filiale BYD Semi-conductors, l’entreprise contrôle aussi la production de puces électroniques, ce qui s’est révélé un atout indéniable à partir de 2020, lorsque la pénurie de puces consécutive à la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis a commencé. La société de Wang Chuanfu produit également ses propres pièces en métal et en plastique, a acquis des parts de Shengxin Lithium Group, le premier groupe chinois d’extraction du lithium, et cherche à acheter des mines au Brésil. BYD s’assure ainsi un contrôle sans précédent de son cycle de production. Selon l’entreprise, seuls les pneus et les fenêtres sont entièrement sous-traités. Un rapport du New York Times a mis en lumière que pour la fabrication de sa berline Seal, BYD a produit les trois quarts des pièces. Cette performance impressionnante est sans commune mesure avec le tiers des pièces que Volkswagen parvient à produire pour une voiture électrique comparable, et assure à BYD un avantage comparatif de 35 % en termes de coûts.

BYD est également de plus en plus active dans les étapes situées « en aval » de l’industrie automobile, c’est-à-dire la vente et les services. L’entreprise vient récemment de faire son entrée dans le secteur naval avec le lancement de BYD Explorer 1, un roulier capable de transporter 5000 voitures. Le navire n’est que le premier d’une flotte vouée à l’expansion pour permettre à BYD d’avoir la mainmise sur la livraison de ses produits. Comme dans le modèle fordiste, la stratégie d’intégration verticale de BYD nécessite beaucoup de main-d’œuvre : en seulement deux ans, le nombre d’employés de l’entreprise a doublé pour atteindre 570.000 travailleurs en 2023 (à peine en-dessous des 670.000 employés de Volkswagen et bien davantage que les 370.000 de Toyota).

Court-circuitant le modèle japonais d’une production largement automatisée impliquant des machines coûteuses, BYD a depuis longtemps fait le choix de s’appuyer sur une main-d’œuvre manuelle comparative-ment peu coûteuse, amenée à réaliser une myriade de microtâches. Cette faible « intensité capitaliste » s’est jusqu’à présent révélée une très bonne recette pour augmenter les revenus et les profits. Mais tout cela est susceptible de changer avec l’augmentation des coûts du travail dus à de la concurrence entre les entreprises automobiles.

Publié sur *Phenomenal World*, traduit par Piera-Simon CHAIX
Source : lvs1.fr

IRAK

Le Parlement échoue à élire son président

Les députés irakiens n'ont pas réussi à élire un président du Parlement samedi, aucun des deux principaux candidats n'ayant obtenu la majorité. La mi-novembre, la Cour suprême, plus haute instance judiciaire d'Irak, avait mis fin au mandat du précédent titulaire, Mohamed al-Halboussi, après la plainte d'un député pour "falsification" de document. Depuis, les parlementaires ont échoué à plusieurs reprises à élire un nouveau président. Lors du vote de samedi, 311 des 329 députés étaient présents. Le bureau parlementaire des médias a annoncé que 137 avaient choisi Mahmoud al-Mashhadani, le plus ancien membre du Parlement, et 158 avaient voté pour Salem al-Issawi, soit moins pour chacun des deux candidats que les 165 voix requises. De nombreux députés ne sont pas revenus pour un deuxième vote. La séance a ensuite été ajournée.

MAURITANIE

Le ministre des Finances reçoit une mission de la BM

Le ministre des Finances, M. Issel-mouOuld Mohamed M'badi, a reçu, jeudi à Nouakchott, une mission de la Banque mondiale, conduite par M. Hassen Touloui, ancien vice-président de la Banque, en présence de Kyle Rabaland, directeur du secteur public et de la gouvernance à la Banque. La réunion a permis de discuter des domaines de coopération entre la Mauritanie et cet organisme financier international, et des moyens de développer et renforcer cette coopération au service du développement économique de notre pays. La réunion s'est déroulée en présence de M. Saad-bouh Ould Rakad, conseiller technique au ministère.

PROJET D'INTERCONNEXION ÉLECTRIQUE «ELMED» TUNISIE-ITALIE

Pour réduire la dépendance énergétique de la Tunisie

Le ministère de l'Environnement et de la Sécurité énergétique d'Italie vient d'autoriser l'interconnexion électrique « Elmed » entre l'Italie et la Tunisie, et ce, par décret signé le 10 mai.

Ce projet d'interconnexion électrique sera réalisé par la société Terna et la Steg. Des investissements de l'ordre de 850 millions d'euros seront mobilisés pour la réalisation de cette ligne électrique qui s'étale sur une longueur totale d'environ 220 km avec un câble sous-marin.

La connexion en courant continu de 600 MW atteindra une profondeur maximale d'environ 800 mètres le long du canal sicilien. Selon le ministre italien de l'Environnement et de la Sécurité énergétique, Gilberto Pichetto, «l'autorisation de la nouvelle interconnexion entre l'Italie et la Tunisie constitue une étape importante dans la politique de transition énergétique. Elle s'inscrit dans le cadre des objectifs ambitieux fixés dans le Pniec (plan national intégré énergie-

climat), permettant au pays, en raison de sa position géographique stratégique, de renforcer le rôle de «hub» électrique en Europe et dans la région méditerranéenne».

Décarbonation du système

Elmed est l'un des projets les plus importants du plan d'affaires 2024-2028 de l'opérateur italien Terna. L'autorisation obtenue du ministère de l'Environnement et de la Sécurité énergétique constitue une étape importante vers sa réalisation. Une fois opérationnels, les travaux apporteront une contribution significative à la trajectoire de décarbonation du système. En ce sens, les interconnexions représentent un outil nécessaire pour accroître le niveau d'indépendance énergétique des deux pays et diversifier les sources

d'approvisionnement énergétique. Pour l'Italie, l'Afrique représente une terre d'opportunités : les investissements, les infrastructures et le transfert de compétences sont les facteurs clés de collaborations solides et durables. Pour le président de la Région sicilienne, Renato Schifani, le projet de la nouvelle ligne électrique qui reliera l'Italie et la Tunisie aura un impact multiple pour les deux parties. Il représente une grande opportunité stratégique face aux nouveaux défis à relever par l'Europe et l'Afrique. Grâce à sa situation géographique et ses caractéristiques environnementales, l'Île de la Sicile se présente comme candidate pour devenir un important pôle énergétique national.

Du côté italien, le câble terrestre s'étendra sur 18 kilomètres depuis le point d'atterrissage de Castel-

vetrano (TP), jusqu'à la station de conversion qui sera construite à Partanna (TP), à proximité de la station électrique existante. En Tunisie, la centrale électrique sera construite à Mlaabi, sur la péninsule du Cap Bon. L'interconnexion autorisée est l'un des projets du Plan Mattei.

Le pont électrique Italie-Tunisie constitue une œuvre stratégique pour le système électrique italien. Il vise à améliorer l'intégration des marchés de l'Union européenne et des pays d'Afrique du Nord. Notons que l'enveloppe allouée au financement des travaux du projet est assurée par la Commission européenne à travers le programme de financement Connecting Europe Facility («Cef»), destiné au développement de projets clés, visant à renforcer les infrastructures énergétiques communautaires.

ARABIE SAOUDITE

Ryadh augmente le prix de son brut d'Arab Light chargé en juin à destination de l'Asie

Aramco a annoncé l'augmentation du prix du baril de brut d'Arab Light chargé en juin pour ses clients asiatiques. Le prix a été fixé à 2,9 USD au-dessus de la moyenne des cotations d'Oman/Dubaï, soit une augmentation de 0,9 USD par rapport au mois précédent. C'est la troisième augmentation consécutive. Pour rappel, SaudiAramco avait, à la surprise générale, baissé les prix de son Arab Light chargé en février vers l'Asie et maintenu le prix pour les barils chargés en mars, avant des augmentations en avril puis mai. Selon Bloomberg, cette augmentation s'inscrit dans les efforts déployés par l'Arabie saoudite pour maintenir les prix à la hausse dans un contexte où les effets de la situation à Gaza et dans la région sur les cours pétroliers s'estompent. Bien que les craintes d'une guerre impliquant plusieurs acteurs de la région existent toujours, elles ne semblent plus guider le prix du pétrole. Après

l'offensive israélienne sur Gaza en octobre dernier, le baril de Brent s'échangeait à plus de 92 USD. Toutefois, il s'échangeait ce jour à 18h25 (Riyad) à 83,8 USD seulement, et ce malgré le lancement d'une nouvelle offensive israélienne à Rafah. Le FMI estime le prix d'équilibre budgétaire du pétrole pour l'Arabie saoudite en 2024 à 96,2 USD. Cette nouvelle augmentation de l'Arab Light à destination de l'Asie pourrait également refléter les incertitudes des autorités saoudiennes quant à la demande de la Chine qui fait partie des principaux importateurs d'Arab Light. Selon un rapport de S&P Global Commodity Insights, les raffineries chinoises indépendantes ont importé 560 000 tonnes d'Arab Light en novembre 2023 pour un total de 2,2 millions de tonnes de pétrole saoudien. L'Arabie saoudite était le deuxième fournisseur de pétrole de la Chine en 2023, derrière la Russie. Les inquiétudes concernant l'économie chi-

noise, couplées à l'augmentation de la production et de l'offre de pétrole brut en provenance des Etats-Unis et d'autres pays qui ne sont pas membres de l'OPEP, contribuent à maintenir les prix relativement faibles du pétrole. Selon le cabinet CornerstoneAnalytics et Al-Monitor, l'augmentation annoncée par Aramco ne présente « rien d'inhabituel » et serait davantage liée à des ajustements basés sur la valeur de raffinage du pétrole brut, le pétrole brut devant être raffiné pour être utilisé comme carburant. La décision de l'Arabie saoudite intervient alors que la prochaine réunion des producteurs de pétrole de l'OPEP+ aura lieu le 1er juin. Ils décideront lors de cette réunion de prolonger ou non les réductions volontaires de 2,2 millions de barils par jour (bpj) au-delà du mois prochain. Reuters a rapporté la semaine dernière que l'organisation pourrait maintenir la réduction si la demande n'augmente pas.

EGYPTE

L'inflation régresse à 31,8% en avril 2024

La disponibilité des devises et le contrôle des prix de certains produits alimentaires expliquent en partie l'atténuation de l'inflation. Le taux d'inflation annuel a enregistré 31,8 % en avril 2024, son niveau le plus bas depuis janvier dernier où il a enregistré 31,2 %, selon le rapport de l'Agence Centrale de la Mobilisation et des Statistiques Publiques (CAPMAS) publié jeudi 9 mai. Récemment, le gouvernement

égyptien a pris des mesures visant à atténuer l'augmentation des prix de certains articles alimentaires. La diminution des prix des produits importés et l'abondance de devises étrangères dans le pays, résultant de l'accord de Ras Al-Hikma et d'autres aides financières, ont facilité le dédouanement des marchandises stockées dans les ports. D'après les données du cabinet égyptien, depuis janvier, l'Égypte a dédouané des mar-

chandises d'une valeur dépassant les 14,5 milliards de dollars.

Variation mensuelle

Le taux d'inflation mensuel enregistré en avril 2024 était de 0,9 %, contre 1,0 % en mars 2024. Cette baisse est attribuée principalement à la diminution des prix des céréales et du pain de 3,7 %, de la viande et de la volaille de 1,8 %, des huiles et graisses de 2,5 %, et d'autres produits alimentaires de 5,7 %.

En revanche, les prix des produits laitiers ont augmenté de 0,6 %, ceux des fruits de 3,5 %, des légumes de 0,3 %, du sucre et des produits sucrés de 0,9 %. Les secteurs du logement, de l'eau, de l'électricité, du gaz et des carburants ont enregistré une augmentation de 1,9 %. Le secteur de l'ameublement a, lui, enregistré une augmentation de 1,2 % alors que celui des soins de santé a enregistré une augmentation de 0,5 %.

SÉNÉGAL

Le Premier ministre Sonko évoque la possibilité de fermer les bases militaires françaises

Ousmane Sonko a souligné que l'éventuelle fermeture des bases militaires françaises au Sénégal ne remettra pas en question les accords de défense signés entre les deux pays.

Le Premier ministre sénégalais, Ousmane Sonko, s'est interrogé, le jeudi 16 mai 2024, sur la légitimité de la présence de bases militaires françaises dans son pays plus de six décennies après l'indépendance. « Plus de 60 ans après nos indépendances, nous devons nous interroger sur les raisons pour lesquelles l'armée française par exemple bénéficie toujours de plusieurs bases militaires dans nos pays, et sur l'impact de cette présence sur notre souveraineté nationale et notre autonomie stratégique », a-t-il déclaré lors d'une conférence conjointe avec l'ancien député européen et fondateur de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, organisée à Dakar. « Je réitère ici la volonté du Sénégal de disposer de lui-même, laquelle volonté est incompatible avec la présence durable

de bases militaires étrangères au Sénégal », a ajouté M. Sonko, laissant entendre que le nouveau gouvernement formé après la présidentielle du 24 mars dernier pourrait fermer les bases militaires françaises présentes sur le territoire sénégalais. Il a cependant indiqué que cela ne remet pas en question les accords de défense. « On peut avoir des accords de défense sans que cela ne justifie que le tiers de la région de Dakar soit occupé aujourd'hui par des garnisons étrangères », a expliqué le Premier ministre nommé en avril dernier, après l'accession de son compagnon de route Bassirou Diomaye Faye à la présidence. Le Premier ministre sénégalais, qui a précisé s'exprimer en tant que chef de parti et non du gouvernement à l'occasion d'une conférence sur les relations entre l'Afrique et l'Europe avec Jean-Luc Mé-

lenchon, a par ailleurs critiqué l'attitude de Paris lors de la répression contre son camp sous le règne de Macky Sall. « Vous n'avez jamais entendu le gouvernement français dénoncer ce qui s'est passé », a déclaré Ousmane Sonko, qui a lui-même été emprisonné plusieurs mois et empêché de concourir à la présidentielle dont il était l'un des favoris. Il a accusé Emmanuel Macron d'avoir accueilli et « félicité » son homologue sénégalais « au pire (moment) » de la répression. « C'est une incitation à la répression, une incitation à la persécution et à l'exécution de Sénégalais qui n'avaient (commis d'autre) crime que d'avoir un projet politique », a-t-il dit, notant que ses propos ne visaient pas le « peuple français avec lequel nous n'avons aucun problème », mais « l'élite gouvernante actuelle ».

KENYA

Le chinois PANG acquiert 4 fréquences audiovisuelles

Une étude a récemment documenté la forte présence chinoise dans le paysage médiatique kényan. Selon le Centre d'Études Stratégiques Africain (CESA), la Chine emploie au moins 500 journalistes au Kenya. Au Kenya, l'entreprise chinoise PANG vient d'acquérir 4 fréquences audiovisuelles, selon une annonce de la Communications Authority of Kenya. L'acquisition fait passer PANG de 125 à 129 fréquences détenues dans le pays. Les nouvelles fréquences peuvent lui permettre de lancer de nouvelles chaînes de télé et de radio, ou de renforcer la couverture de celles qu'elle diffuse déjà. PANG a également renforcé sa position de détenteur du plus grand nombre de fréquences audiovisuelles au Kenya. La présence chinoise dans les médias kényans semble vraiment augmenter ces dernières semaines. Le 14 mai, Mango Television of China a signé un accord tripartite de collaboration avec Huawei et un groupe de médias kényans. Le but est de renforcer la production et la diffusion au Kenya de contenu chinois. La situation pourrait alimenter un débat récemment relancé par des études : la présence chinoise dans le secteur médiatique kényan. Il y a quelques semaines, le CESA avait par exemple remarqué que 500 journalistes au moins, présents au Kenya, sont employés par des agences de presse chinoises.

CAMEROUN

644 millions \$ d'importations céréalières en 2023, en baisse de 27%

Pour l'INS, cette tendance baissière des importations de blé et riz notamment, s'explique par la politique d'import-substitution du gouvernement camerounais, qui promeut depuis 2021 des produits substituables made in Cameroon. Un programme qui a coûté 114,5 milliards FCFA en 2023.

Les importations céréalières camerounaises se sont chiffrées à 387,7 milliards FCFA en 2023 selon le rapport sur le commerce extérieur produit par l'Institut national de la statistique. C'est -27% en glissement annuel comparé aux 525 milliards FCFA d'importations de 2022. Les volumes achetés sont dominés par le riz,

qui a coûté 200,8 milliards FCFA, soit -24% par rapport aux 264,4 milliards de 2022. « L'Inde reste en tête avec 55,2% de parts de marché, suivie de la Thaïlande dont les parts de marché ont augmenté de 2 points par rapport à l'année précédente. Ces deux pays fournissent 90,1% du riz importé au Cameroun en 2023 » informe l'INS.

Le froment de blé a quant à lui coûté 178,3 milliards FCFA, en baisse de 31,6% en glissement annuel (260,7 milliards en 2022). « En 2023, le Cameroun a importé le blé de 12 pays. La France reste le principal fournisseur, suivie de la Pologne qui fait une montée spectaculaire, de la Russie et de l'Allemagne », relaie Investir au Cameroun.

ACCORD ECOBANK-SFI

140 millions \$ pour booster le commerce intra-africain

Ecobank Transnational Incorporated (ETI) a signé ce vendredi 17 mai 2024 avec la Société financière internationale (SFI), un accord de garantie de 140 millions \$. Ce mécanisme renforcera les opérations de financement du commerce des filiales d'Ecobank au Burkina Faso, au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Malawi, au Mali et au Togo. Ces entités pourront accroître leurs

prêts commerciaux à des petites et moyennes entreprises (PME), tout en bénéficiant d'une couverture contre des risques émanant de ces marchés. Au sein des économies ciblées, les lignes commerciales peuvent être limitées pour certaines entreprises. ETI espère donc élaborer de nouveaux partenariats commerciaux avec elles. « Etablir ce programme mondial de financement du commerce

vient renforcer l'objectif d'Ecobank à stimuler le commerce intra-africain et à soutenir les petites et moyennes entreprises à s'y engager en toute confiance », a souligné Alain Nkontchou, président du conseil d'administration chez Ecobank. Et d'ajouter : « En éliminant les barrières financières, nous exploiterons la plateforme de paiements sans frontières d'Ecobank et notre gamme de solutions afin

que ces entreprises puissent saisir l'opportunité qu'offre le marché unique de la Zone de libre-échange continentale africaine ». Sérgio Pimenta, vice-président de la SFI pour l'Afrique, a de son côté déclaré : « le partenariat renouvelé de la SFI avec le groupe Ecobank facilitera l'accès au financement des entreprises en Afrique, soutiendra la croissance économique et stimulera la création

d'emplois ». En plus de la garantie, la SFI fournira des services de conseil à ETI et à ses filiales, en renforçant leur soutien non financier aux PME, particulièrement à l'endroit des entreprises détenues ou dirigées par des femmes. A travers cet accord, les deux institutions financières renforcent leur partenariat qui date de 1993.

AFRIQUE DU SUD

Lancement d'un projet de réseau de recharge de véhicules électriques

ZeroCarbon Charge souhaite ainsi créer des milliers d'emplois à court et à long terme, établir une économie des véhicules électriques dans la zone économique spéciale de Free State et soutenir la résilience énergétique de la province. ZeroCarbon Charge, en partenariat avec le gouvernement provincial de l'État de Free State, a lancé le 14 mai, la mise en œuvre pour un montant de

235 millions \$, d'un réseau de stations de recharge de véhicules électriques (VE), solaire, hors réseau et ultrarapide, en signant un protocole d'accord de collaboration (MoU). « ZeroCarbon Charge s'engage à collaborer avec les entités gouvernementales à tous les niveaux pour stimuler la croissance des solutions de recharge durables à travers l'Afrique du Sud, en s'alignant sur les politiques

d'énergie verte et en renforçant la sécurité énergétique à l'échelle nationale », a déclaré le cofondateur de ZeroCarbon Charge, M. Joubert Roux. Le déploiement comprendra la construction de 15 stations de recharge pour véhicules électriques de tourisme et de 7 stations de recharge pour camions électriques, respectivement par ZeroCarbon Charge et ZeroCarbonLogistics. La construction de-

vant être achevée en septembre 2025. Pour rappel, ces stations font partie des 120 stations de recharge de véhicules électriques de tourisme et 120 stations de recharge de camions électriques que les sociétés construisent à travers le pays. Le marché sud-africain des véhicules électriques devrait connaître une croissance de près de 17% entre 2024 et 2028, selon Statista.

POINT MARCHÉS

L'Europe clôture dans le rouge, incertaine de la trajectoire des taux en zone euro

Les marchés européens ont terminé en baisse vendredi, les investisseurs s'inquiétant de la trajectoire des taux en zone euro. À Paris, le CAC 40 a perdu 0,26% à 8167,5 points, tandis que le Dax allemand reculait de 0,17% et le Footsie britannique de 0,22%. L'indice EuroStoxx 50 a terminé la séance sur une baisse de 0,18%, contre 0,13% pour le FTSEurofirst 300 et -0,13% pour le Stoxx 600 . Sur la semaine, le CAC 40 perd 0,63% et le Stoxx 600 gagne 0,41%.

Les investisseurs se sont inquiétés des commentaires de la cheffe économiste de la Banque centrale européenne, Isabel Schnabel, qui a remarqué vendredi que si une baisse des taux en juin était possible, des baisses successives étaient beaucoup plus incertaines. Les marchés craignent que la BCE n'assouplisse pas autant qu'espéré sa politique monétaire, alors que les investisseurs parient désormais sur 65 points de base d'assouplissement cette année, soit deux baisses et une possible troisième. Alors que la Fed tempore sur ses propres baisses de taux, une posture plus attentiste de la BCE aurait l'avantage de ne pas creuser l'écart de politique monétaire entre les deux banques centrales, ce qui éviterait de faire pression sur les actifs en euro. En revanche, la croissance européenne pourrait souffrir de conditions financières durablement restrictives, car l'activité en zone euro n'affiche pas le dynamisme de l'économie américaine. Le repli des actifs européens est d'autant plus surprenant que les bons chiffres d'inflation aux États-Unis, mercredi, avaient porté les indices à des records. "La réaction (modérée) des marchés actions témoigne du sentiment d'incerti-

tude sous-jacent", explique Florian Ielpo, responsable de la recherche chez Lombard Odier IM. "Il semble que la baisse des taux d'intérêt ne suffise plus à soutenir les marchés, ce qui soulève le spectre d'écueils potentiels. En particulier, les investisseurs sont maintenant confrontés à l'énigme suivante : un contexte de croissance plus molle pourrait-il avoir un impact négatif sur les résultats ou pas ", s'interroge l'économiste, qui souligne toutefois que le sentiment demeure fort pour le moment.

A WALL STREET Wall Street consolide après avoir inscrit des records en séance jeudi. A l'heure de la clôture en Europe, le Dow Jones , le Standard & Poor's 500 et 0,01% le Nasdaq Composite ne montrent pas de direction marquée.

VALEURS Scor a dévié de 6,09% après avoir fait état d'un résultat net inférieur aux attentes et d'une performance décevante de sa branche vie et santé. Le fabricant de curs artificiels Carmat a chuté de 22,53% après avoir annoncé une levée de fonds de 16 millions d'euros, sa deuxième augmentation de capital cette année.

Eiffage et Entech ont annoncé jeudi avoir créé une coentreprise dans le stockage d'énergie, ce qui a fait progresser Entech de 14,24%. Richemont a fait état vendredi d'une baisse de ses ventes sur les trois mois à fin mars, mais les marchés ont jugé ses résultats rassurants et ont fait bondir le titre de 5,71%.

TAUX Les rendements européens progressent, les marchés de taux s'inquiétant des perspectives monétaires en zone euro. A la clôture des marchés de taux en Europe, le rendement du Treasury à dix ans prenait 2,5 pb à 4,4022%, contre 1,4 pb pour le taux à deux ans, à 4,8054%. Le rendement du dix ans allemand a progressé de 6,8 pb à 2,512%, tandis que celui du taux à deux ans a avancé de 6,3 pb à 2,984%.

CHANGES La livre se renforce face au dollar, les cambistes estimant que l'écart de taux entre les États-Unis et le Royaume-Uni ne se creusera pas cette année autant qu'attendu. Le dollar est stable face à un panier de devises de référence , tandis que l'euro se maintient à 1,0866 dollar et la livre sterling progresse de 0,21% à 1,2693 dollar.

PÉTROLE Les données américaines et le nouveau plan de soutien chinois au secteur immobilier soutiennent le baril, qui progresse modérément. Le Brent grignote 0,38% à 83,59 dollars le baril , le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) se renforce de 0,4% à 79,55 dollars

Wall Street termine en ordre dispersé, le Dow au-dessus de 40.000 points

La Bourse de New York a fini en ordre dispersé vendredi, reprenant un peu son souffle après deux jours d'une euphorie provoquée par les derniers chiffres de l'inflation aux États-Unis, ce qui n'a pas empêché le Dow Jones de signer un record en clôture au-dessus des 40.000 points. L'indice Dow Jones a gagné 0,3%, ou 134,21 points, à 40.003,59 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 6,17 points, soit 0,1% à 5.303,27 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 12,355 points, soit 0,1% à 16.685,966 points. Après deux séances de forte hausse suite à la publication des derniers chiffres d'inflation CPI, qui laissent entrevoir une baisse prochaine des taux par la Réserve fédérale, les investisseurs ont re-

pris leur souffle, même si le Dow Jones a franchi la barre symbolique des 40.000 points en fin de séance. Sur la semaine, les trois indices terminent nettement dans le vert, le S&P-500 prenant plus de 1,5%, le Nasdaq plus de 2% et le Dow Jones 1,25%. "Aujourd'hui, c'est une journée de digestion : nous venons d'établir des records et nous en sommes maintenant à une quatrième semaine consécutive de gains, et le marché semble faire une pause", a déclaré Keith Lerner, codirecteur des investissements chez Truist Advisory Services à Atlanta. Aux valeurs, AMD a gagné 1,13% après que Microsoft a annoncé prévoir de proposer à ses clients l'accès à des puces d'intelligence artificielle fabriquées par le concepteur.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 16 Mai 2024 Valeur : 20 Mai 2024				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.2330	134.2480
1	EUR	EURO	145.9515	146.0215
1	GBP	POUND STERLING	170.1737	170.2143
100	JPY	JAPANESE YEN	86.9610	86.9764
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5996	18.6022
1	CHF	SWISS FRANC	149.0650	149.1479
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	98.5413	98.5813
1	DKK	DANISH KRONE	19.5641	19.5691
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.5716	12.5753
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.5764	12.5813
1	AED	UAE DIRHAM	36.5419	36.5539
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.7907	35.7966
1	KWD	KUWAITI DINAR	437.2410	437.4324
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.8059	43.2361
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.4379	13.4394
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.4225	27.5629
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.5343	3.5347
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	177.6371	177.6371

ATOS

Les obligataires rejettent l'offre de kretinsky

Les créanciers obligataires d'Atos ont rejeté l'offre de reprise du groupe informatique émanant du milliardaire tchèque Daniel Kretinsky en invoquant un projet incompatible avec leur propres intentions, selon une information publiée par La Tribune. Le site d'information économique précise que les créanciers obligataires jugent que le projet d'effacement de la

quasi-totalité de la dette d'Atos porté par Daniel Kretinsky - en partenariat avec le fonds Attestor -, ainsi que la crainte d'une vente à la découpe, ne sont pas compatibles avec leur volonté de convertir un niveau de dette en capital moins important et de conserver l'intégrité du groupe. La Tribune ajoute dans son article, publié samedi, que cette position a été for-

malisée dans un message écrit envoyé à Atos, Bercy et à la conciliatrice Hélène Bourbouloux. Des porte-parole d'Atos et de Daniel Kretinsky n'ont pas répondu dans l'immédiat à des demandes de commentaires. Atos a annoncé début mai avoir retenu dans le cadre de sa procédure de restructuration financière trois propositions provenant respectivement d'un groupe

de porteurs d'obligations et de banques ; de OnePoint, société contrôlée par David Layani, principal actionnaire du groupe, en consortium avec Butler Industries ; et de EP Equity Investment, un fonds contrôlé par Daniel Kretinsky. Le groupe entend se prononcer d'ici le 31 mai sur une des offres de restructuration pour parvenir à un accord final d'ici juillet.

PAYS NORDIQUES

Marchés-cible de l'AWEX en 2024

En 2024 et 2025, le marché prioritaire pour Wallonia Export & Investment Agency (AWEX) sera la zone 'nordique'.

9e partenaire économique de la Wallonie, les 5 pays qui composent la zone demeurent des marchés innovants et en croissance pour les entreprises wallonnes. Afin de renforcer les liens économiques existants avec le Danemark, la Norvège, la Suède, la Finlande et l'Islande, l'AWEX va renforcer son offre et son programme d'actions tout au long de l'année. Présentation.

Pourquoi les pays nordiques ?

Pris isolément, les pays du nord de l'Europe peuvent à première vue sembler trop petits (Danemark) ou à trop faible densité de population (Norvège) pour constituer un marché prioritaire pour Wallonia Export et présenter un intérêt pour les exportateurs wallons, voire insignifiants (en apparence) d'un point de vue économique européen ou mondial (Islande, Finlande). Ces marchés peuvent sembler anecdotiques pour les entreprises wallonnes, trop lointains, trop complexes. En effet, cer-

tains ne font pas partie de l'espace économique européen, ni ne partagent la même monnaie. Pourtant, les quelques 400 demandes d'entreprises reçues annuellement pour cette zone et l'intérêt croissant pour les Business Days nordiques, montrent que ces pays sont, après les marchés limitrophes à la Belgique, une destination business naturelle et prometteuse. Lorsque l'on parle des marchés nordiques, il faut savoir que l'on parle d'une zone géographique à la fois homogène pour certains aspects et en même temps très hétérogène. Premièrement, lorsque l'on évoque ces 5 pays, on parle de niveaux d'intégration ou de rapports à l'Union européenne fort différents les uns des autres. Certains pays, comme le Danemark, la Suède ou la Finlande sont membres de l'Union européenne, mais seulement un, la Finlande, a adopté l'Euro. Par contre, d'autres pays, comme la Norvège et l'Islande n'en sont pas membres, bien qu'ils soient liés par des accords commerciaux spécifiques.

Ceci implique des démarches administratives et des frais de douanes supplémentaires à prendre en compte par les exportateurs. Ce qui les lie, et qui est important pour nous, c'est que ces pays ont leurs économies intrinsèquement liées. Si, pour la plupart d'entre eux, l'Allemagne est leur principal partenaire commercial, leurs échanges n'en demeurent pas moins très importants. Disposer d'un partenaire local solide, d'un bureau, d'une représentation ou de faire partie d'un ou plusieurs projets de recherche dans un pays nordique peut clairement vous avantager dans votre développement dans avec le reste de la région. 2024 et 2025, cette double-année thématique permettra de mieux mettre en valeur le potentiel de ces pays, et de cette zone. Ces marchés pèsent lourd dans la balance économique européenne et les raisons de faire du business et de la recherche sont plus que nombreuses.

IRLANDE

Dublin sort de la récession au premier trimestre

Sur un an, la hausse du PIB est estimée à 0,8%, précise l'Office central des statistiques (CSO) dans son rapport. L'économie irlandaise est sortie de la récession au premier trimestre avec une hausse du PIB de 1,1% comparé au dernier trimestre de 2023, grâce au secteur des technologies, d'après les chiffres officiels publiés lundi. Sur un an, la hausse du PIB est

estimée à 0,8%, précise l'Office central des statistiques (CSO) dans son rapport. Le produit intérieur brut (PIB) était en baisse sur chaque trimestre de l'an passé, selon le CSO. Une récession technique est généralement définie par au moins deux trimestres consécutifs de contraction du PIB. Lors des trois derniers mois de 2023, le PIB irlandais avait chuté de 3,4% comparé au troisième tri-

mestre. Fin mars, un rapport économique de l'Institut de recherche économique et sociale (ESRI) indiquait que le PIB de l'Irlande allait selon toute probabilité croître cette année et l'an prochain. La demande domestique modifiée (indicateur privilégié par les autorités irlandaises pour pondérer le poids important des géants technologiques américains dans l'économie irlandaise) devrait

progresser de 2,3% en 2024 et 2,5% en 2025, selon ce rapport. L'étude notait toutefois quelques difficultés comme les tensions géopolitiques et leur impact sur les flux commerciaux, les goulots d'étranglement dans les infrastructures de production dans une économie qui tourne à pleine capacité, et la gestion efficace d'une petite économie ouverte comprenant de très vastes multinationales.

SUISSE

La croissance sera modeste en 2024

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) anticipe une faible croissance du PIB helvétique, qui devrait s'établir à 1,1% cette année. L'érosion du pouvoir d'achat des ménages suisses en raison de l'inflation a pesé sur la croissance. L'activité économique morose du début de l'année pèse sur la croissance en Suisse. Le produit intérieur brut (PIB) devrait s'établir à 1,1% en 2024, avant de remonter à 1,4% en 2025, selon les projections de l'OCDE publiées jeudi. La faiblesse de la demande extérieure, une érosion du pouvoir d'achat des ménages suisses en raison de l'inflation et un resserrement des conditions financières ont pesé sur la croissance, explique l'Organisation de coopération et de développement économiques

(OCDE) dans son rapport. L'inflation augmentera temporairement vers la fin de 2024, sous l'effet des hausses des loyers et des prix de l'électricité, mais restera néanmoins dans la fourchette de 0-2% retenue comme objectif par la Banque nationale suisse (BNS). Le taux de chômage augmentera légèrement à 4,4% et devrait rester tel quel en 2025. De fortes incertitudes entourent les perspectives. Les risques liés aux perturbations des chaînes d'approvisionnement à l'étranger subsistent, ce qui pourraient à nouveau faire augmenter les prix et freiner l'activité économique. Le niveau élevé de l'endettement des ménages et la possibilité d'un réajustement des prix des logements soulèvent aussi des risques pour le secteur financier.

La politique monétaire devrait rester restrictive. Le principal taux directeur de la BNS a été ramené de 1,75% à 1,5% en mars. Il est appelé à rester à ce niveau jusqu'au second semestre de 2024. Des réformes structurelles s'imposent pour préserver les niveaux de vie en Suisse, affirme en outre dans son rapport l'OCDE. La transition écologique, les besoins en matière de défense et le vieillissement démographique accentuent les pressions budgétaires. Pour contrer la hausse des coûts, l'organisation préconise d'adapter l'âge de départ à la retraite à l'espérance de vie. Par ailleurs, pour atténuer la pénurie de main d'œuvre qualifiée, elle cite l'augmentation du taux d'activité parmi les mères de famille et les seniors, notamment, et l'immigration comme solutions.

SELON L'IW L'économie allemande devrait stagner en 2024

Selon l'institut économique allemand IW, l'économie allemande stagnera en 2024, malgré un début d'année plus fort que prévu, et restera à la traîne par rapport à ses homologues européens. L'industrie manufacturière et le secteur de la construction en particulier restent coincés dans la récession, selon les dernières prévisions de l'IW. La consommation sera le seul point positif, car elle se redressera à mesure que l'inflation diminuera. "Ce n'est pas suffisant pour une véritable reprise. En plus de la consommation, les investissements doivent enfin démarrer", a déclaré Michael Groemling, économiste chez IW. "D'énormes lacunes (en matière d'investissement) se sont maintenant développées. L'investissement est déprimé en raison de la situation géopolitique et des taux d'intérêt élevés qui rendent le financement plus onéreux. L'économie allemande s'est contractée de 0,2 % l'année dernière, soit la plus faible performance parmi les grandes économies de la zone euro, en raison des coûts élevés de l'énergie, de la morosité des commandes mondiales et des taux d'intérêt record. L'IW prévoit une croissance de 0 % pour la plus grande économie européenne cette année, ce qui la place à la traîne par rapport à la France, à l'Italie, au Royaume-Uni et aux États-Unis, qui devraient tous enregistrer une croissance. Au début de l'année, l'Allemagne a évité la récession en enregistrant une croissance de 0,2 % au premier trimestre par rapport au trimestre précédent en termes ajustés. Au dernier trimestre 2023, l'économie s'est contractée de 0,5 %. Le gouvernement allemand prévoit une croissance du PIB de 0,3 % cette année. "Ce qu'il faut, c'est un coup de pouce politique qui améliore la situation des entreprises", a déclaré M. Groemling. "Si rien ne change, nous continuerons à gaspiller notre potentiel. Selon les estimations de l'IW, le commerce extérieur restera faible et ne stimulera guère l'économie cette année. Le taux de chômage en Allemagne devrait passer de 5,7 % en 2023 à 6 % en moyenne pour l'année, selon l'IW. "Malgré le nombre record de 46 millions de personnes employées en moyenne en 2024, les effets de la faiblesse économique sur le marché du travail en Allemagne deviennent de plus en plus visibles", a ajouté M. Groemling.

NOUVEAU RENAULT ESPACE

Il débarque déjà en occasion, mais faut-il vraiment l'acheter ?

Il va fêter sa première année pleine de commercialisation, ce qui fait du Renault Espace un candidat à l'achat d'occasion.



En virant pour de bon dans le camp des SUV en 2023, le Renault Espace a probablement perdu pour de bon les adeptes d'une voiture à la fois extrêmement habitable et à peu près abordable. Pour de bon, car la précédente génération (2015-2022) avait déjà sérieusement fait vaciller le concept du monospace. D'un autre côté, cet Espace "6" – un Austral rallongé – demeure ce grand SUV qui présente bien, agréable à conduire sans oublier d'être confortable. Et sa configuration 7-places ou son grand coffre si l'on décide de ne pas opter pour la troisième rangée de sièges peuvent toujours convaincre les grandes familles... à condition que leur budget soit confortable ! Car, seulement

hybride et fort de 200 ch, le nouvel Espace voit ses prix débiter à 45 000 € dans le neuf. Heureusement, puisque sa commercialisation a débuté il y a bientôt 1 an, on peut tout à fait le trouver en occasion, où plusieurs centaines de modèles sont déjà disponibles.

Une bonne affaire ? Ça dépend !

Forcément, avec un prix de base élevé et un âge encore jeune, il ne faut pas s'attendre à diviser l'addition par deux. C'est même plutôt l'inverse. Les Espace les moins chers peinent à descendre sous les 40 000 €. On est même plus proches de 42 000 €, autrement dit une somme pas beaucoup moins élevée qu'un modèle 0 km. Cela dit, en détaillant un peu, on peut

aussi trouver à ces mêmes tarifs des finitions Esprit Alpine et Iconic. Dans ce cas, le deal devient plus intéressant car ces variantes sont plutôt facturées entre 48 000 et 50 000 € neuves. Les 20 % de décote subis par des modèles affichant à peine 10 000 km au compteur sont intéressants. Et nous recommandons vivement ces deux finitions qui sont livrées, en série, avec un train arrière multibras et les 4-roues directrices. Un attirail complexe qui sert à la fois le confort et la sécurité pour ce SUV familial de 4,72 m de long.

Fiabilité ? Elle semble au rendez-vous

Côté fiabilité, l'Espace, qui emprunte son moteur hybride de 200 ch à l'Austral, hérite aussi de quelques pépins, qui restent

pour l'instant peu fréquents. On note quelques problèmes d'injection sur le moteur thermique ou encore des pertes intempestives de puissance, mais cela reste rare. Plus fréquents, les bugs du système multimédia R-Link peuvent nécessiter une mise à jour.

Alors qu'il débarque en occasion, le nouveau Renault Espace peut donc valoir le coup. Mais tournez-vous plutôt vers les finitions hautes, sans quoi l'écart de prix entre une finition Techno neuve et d'occasion n'est pas toujours significatif. Mieux fournies sur le plan technique et plus raffinées à l'intérieur, les finitions Esprit Alpine et Iconic apportent un net surplus d'agrément au quotidien.

PEUGEOT 508 PSE D'OCCASION

De sacrés coups à faire sur cette hybride rechargeable de 360 ch !

Lancée en 2020, la déclinaison musclée de la Peugeot 508, baptisée PSE, ne court pas les rues en occasion. Une opportunité pour les bonnes affaires. A voir le concept Inception que Peugeot a présenté au CES de Las Vegas – le Salon des nouvelles technologies –, on se dit que les grandes berlines ornées d'un lion n'ont pas fini d'exister. D'autant que les silhouettes basses, certes moins à la mode, ont de l'avenir car plus efficaces. Mais de là à tabler concrètement sur la traduction, en série, de cette étude, il y a malgré tout un pas que nous ne franchirons pas. En attendant, il faut encore profiter de l'actuelle 508, de plus en plus discrète dans les ventes – 12 % de ventes en moins sur les 4 premiers mois de 2024 sur un marché à + 7 % par rapport à l'an dernier – mais toujours plaisante à mener et valorisante à regarder. Comme toutes les Peugeot, cette routière ne se donne pas, mais d'occasion, les prix deviennent tout de suite plus raisonnables, y compris pour la turbulente version PSE, pour Peugeot Sport Engineered. Certes, cette variante hybride rechargeable 4-roues motrices, forte de 360 ch, ne court pas les rues. Mais sa carrière en demi-teinte offre de belles opportunités en occasion.

A 40 000 €, de beaux exemplaires

En ne regardant que les tarifs, les premières 508 PSE de seconde main se dégotent autour de 33 000 €. Mais il est vrai que les compteurs affichent régulièrement plus de 70 000 km. Cela peut refroidir certains d'entre vous, qui préféreront des modèles ayant moins roulé. Pour ce faire mieux vaut tabler sur un budget autour de 40 000 €. Là, les exemplaires affichent plutôt entre 30 000 et 50 000 km. Certes, la somme n'est pas donnée, mais il faut quand même se rappeler que la 508 PSE, neuve, ne s'offre pas à moins de 70 000 €. La décote reste donc assez forte pour la berline française, dont l'autonomie électrique ne fait pas référence mais dont le compromis confort/comportement en fait une chouette GT. Pour les amoureux du break, la version SW n'est pas non plus rare en occasion, ses tarifs étant logiquement un peu supérieurs encore. Et l'assurance de profiter d'un modèle qu'on ne croise pas à tous les coins de rue. Côté fiabilité, si la sochaliennne semble épargnée par les gros pépins de santé. Le 4-cylindres 1.6 turbo, ici porté à 200 ch, a certes été victime de problèmes de distribution et de consommation d'huile – différents de ceux du 1.2 PureTech – dans le



passé, mais ceux-ci semblent désormais plus rares. Plus généralement, la chaîne de traction (deux moteurs électriques de 110 ch à l'avant et 113 ch à l'arrière) et la batterie (11,5 kWh) ont fait leurs preuves sous d'autres capots du groupe Stellantis, l'ajout d'un moteur électrique sur le train arrière ne venant pas perturber outre mesure l'ensemble. De même, quelques bugs électronique dérangeront sans doute certains d'entre vous mais ils ne peuvent être considérés comme une vraie source d'inquiétude.

APRÈS REDDIT

Slack utilise vos données et conversations pour entraîner son IA sans votre consentement

Slack exploite les données de ses utilisateurs, messages et fichiers, pour développer ses outils d'intelligence artificielle. Une décision qui fâche les utilisateurs, automatiquement inscrits. comment refuser ?

Certains l'ont découvert chez eux, en télétravail, en même temps que la pandémie de COVID-19, d'autres l'utilisaient déjà au bureau, mais Slack a su se faire une place dans nos machines. Au même titre que Discord et Microsoft Teams, Slack est l'un des outils collaboratifs les plus populaires. Alors qu'il a subi un ravalement de façade en août 2023, avec de nouvelles fonctionnalités et un environnement plus agréable, sans crier gare, Slack a commencé à utiliser les conversations et documents de ses utilisateurs pour entraîner son IA. Exit la vie privée, les échanges confidentiels servent désormais de base d'apprentissage aux algorithmes de l'entreprise. De quoi agacer ses utilisateurs, qui n'ont pas eu leur mot à dire sur cet « enrôlement de force » à un programme d'entraînement d'IA. En effet, ni préavis ni demande de consentement ne leur a été donné.

Slack enrôle ses clients dans la formation de l'IA sans leur consentement

Par défaut, les messages, fichiers et données des utilisateurs Slack alimentent les modèles d'apprentissage automatique de l'entreprise. Des fonctionnalités comme les suggestions de chaînes, les résultats de recherche ou la complétion automatique s'appuient sur ces précieux contenus. Un choix par défaut critiqué, les clients n'ayant pas été consultés au préalable.



Sur X.com, une passe d'armes entre un utilisateur qui se demande s'il n'est pas en train d'halluciner en constatant que Slack utilise ses données et Slack a d'ailleurs fait l'objet de nombreux partages et commentaires. Slack lui a répondu en recrachant sa politique de confidentialité, et confirmant qu'effectivement, le contenu de ses utilisateurs était utilisé à des fins de formation d'outils ou d'applications basés sur l'IA. Mais, comme pour justifier l'absence de consentement, ou plutôt, le consentement par défaut, Slack a argumenté que ces données n'entraînaient que des outils

d'IA gratuits.

Pour couronner le tout, si les utilisateurs souhaitent que leurs données ne soient pas utilisées, ils ne peuvent pas le demander, mais doivent passer par la hiérarchie. En effet, seuls les administrateurs d'espaces de travail peuvent demander l'exclusion de leurs données, par e-mail. Aucune option simple n'est proposée aux utilisateurs individuels, mécontents de cette décision unilatérale. « Un gâchis en matière de confidentialité », dénonce une avocate.

Avant Slack, Squarespace, WordPress et Reddit entraînent aussi leur IA avec les données de leurs utilisateurs

Malheureusement, l'exploitation des données utilisateurs pour l'IA n'est pas une nouveauté. Squarespace par exemple récupère, sauf opposition, les contenus publiés sur ses sites web à des fins d'entraînement. Un choix par défaut qui interroge, là aussi. Quant à WordPress, depuis le mois de février 2024, il vend le contenu créé par ses utilisateurs à des laboratoires d'IA.

Plus récemment, Reddit a conclu un partenariat avec OpenAI pour donner accès aux conversations de son célèbre forum. Un accord qui fait suite à celui signé avec Google quelques mois plus tôt, d'une valeur de 60 millions d'euros.

Le géant de la recherche peut ainsi exploiter les données du site communautaire pour parfaire ses modèles IA.

Si la démarche semble payante pour les entreprises, du moins à court terme, le respect de la vie privée des utilisateurs et surtout la notion de consentement, si chère au RGPD, prennent terriblement du plomb dans l'aile. Pour rappel, l'article 6 du Règlement Général sur la Protection des Données stipule que le traitement des données personnelles doit être légitime, ce qui signifie qu'il doit être basé sur le consentement ou la nécessité. Il semble que sur le consentement, Slack traverse en dehors des clous.

Oups ! Google Cloud efface «par erreur» UniSuper, un compte de retraite de 135 milliards de dollars

Une erreur monumentale de Google Cloud a entraîné l'effacement complet du compte du fonds de retraite australien UniSuper, d'une valeur de 135 milliards de dollars, y compris ses sauvegardes. UniSuper compte 647 000 clients.

Sans doute est-ce le battage médiatique fait autour de la conférence Google I/O, ou d'autres actualités tech de la semaine, comme le blocage de Tik Tok en Nouvelle-Calédonie, qui ont relégué cette histoire au dernier plan, toujours est-il que Google se serait bien passé du cauchemar qu'il vient de traverser.

Un « événement sans précédent » chez Google Cloud a conduit à la suppression du compte cloud australien d'UniSuper, d'une valeur de 135 milliards de dollars, ainsi que de l'intégralité de ses sauvegardes hébergées sur le service. Un véritable désastre en puissance qui n'a pu être évité que grâce aux sauvegardes externes du fonds auprès d'un autre fournisseur cloud. Les presque 647 000 clients de ce fonds de retraite ont dû frôler le malaise cardiaque.

Google Cloud, la vitrine cloud défaillante de Google

Google Cloud est la plateforme cloud de Google faisant directement concurrence à Amazon Web Services (AWS) et Microsoft Azure. Pro-



posant des services d'hébergement de données, de calcul à la demande, d'intelligence artificielle et bien plus encore, Google Cloud a séduit de nombreuses grandes entreprises désireuses de délester leurs infrastructures technologiques vieillissantes. C'est dans cette vague que le fonds de retraite UniSuper, qui gère pas moins de 135 milliards de dollars d'actifs, avait entamé en 2023 une ambitieuse migration vers Google Cloud, vantant alors la « simplicité extrême et l'efficacité » de cette décision.

Mais un an plus tard, ce pari s'est transformé en cauchemar absolu pour UniSuper. Dans ce que son PDG Peter Chun a qualifié d'« événement sans précédent », Google Cloud a tout bonnement effacé l'intégralité du compte cloud d'UniSuper ainsi que les sauvegardes associées, à la suite d'une « mauvaise configuration » de leurs services. Une bourde d'une telle ampleur que même le grand patron de Google Cloud, Thomas Kurian, a dû présenter des excuses officielles, admettant qu'il s'agissait d'un « cas isolé » qui « n'aurait pas dû se produire ».

Comment éviter de perdre toutes ses données dans le cloud

Face à un tel fiasco, la question qui brûle les lèvres est : comment une telle catastrophe a-t-

elle pu se produire ? La réponse semble tenir dans la centralisation excessive des sauvegardes d'UniSuper chez un seul fournisseur cloud. En effet, si Google Cloud a bien supprimé le compte principal, les sauvegardes de secours hébergées sur la même plateforme ont logiquement connu le même sort. Une erreur de conception aux conséquences potentiellement dévastatrices pour l'ensemble des données et opérations d'UniSuper. Il semble qu'UniSuper avait flairé la mésaventure car fort heureusement, une copie de sauvegarde du compte et des données avait été effectuée a posteriori sur un cloud concurrent. La leçon est claire : ne jamais miser sur un seul système de sauvegarde, aussi réputé soit-il. La meilleure pratique est une approche multi-cloud où les données critiques sont répliquées sur des plateformes cloud distinctes et indépendantes. Une méthode fastidieuse et gourmande certes, mais qui permet d'éviter la perte totale en cas de défaillance majeure d'un fournisseur spécifique. UniSuper avait précisément opté pour cette voie de sagesse, ce qui lui a permis d'éviter le pire et de finalement récupérer l'intégralité de ses données auprès d'un autre acteur cloud deux semaines après l'incident initial.

Mots fléchés

Johnny Hallyday	↓	Moelleuse	↓	Embarcadère	↓	Ornement	↓	En ce lieu	↓	Coussins	↓	Salles	↓
La pucelle d'Orléans								Tondues				Lieu de fouilles	
	→							↓		Contraire du non	→	↓	
										Contesta			
Malédiction		Petit alliage		Élevés		Entaille	→			↓			
	→	↓		↓						Egouttoir	→	Monnaie romaine	
Averse	→					Reste du sucre	→					↓	
Tombées						Grande ouverte							
	→				Baye	→				Odeur maritime	Chanteuse belgo-portugaise	Annonce la spécialité	→
											Retira		
Nom argotique		Instruments	→							↓	↓	↓	Rivière corse
	→				Astate	→		Baptisée	→				↓
					Il peut-être de bouteille, de boîte			Surveillance des maisons					
Petite pomme		Père de Jason Imaginaires	→		↓			Vedettes	→				
	→	↓											
			Bouclier oblong	Pratique	→					Longue période	→		
				Rivière du Congo						Bissé			
Témoignage	→		↓	↓						↓			Contraire de oui
Consoler													↓
	→					Pour relier	→			Préfecture du Calvados	→		
										Soleil divin			
Isolée	→					Jardin public	→			↓		Instruites	Père d'Ascagne
Partie d'un violon mais aussi d'un canon						Remplace le RMI						↓	↓
	→		Organisation terroriste en Algérie		Du domaine du souverain	→							
Classement aux échecs	→		↓	Risquée	→					Prénom féminin anglais	→		Judicieuse
Massif montagneux en Afrique du Nord				Rideaux						Coup d'oeil rapide			↓
	→			↓		Prisse		Troisième personne du pluriel	Camarades	→			
					↓			↓					
Bidasse		Maison d'Italie	→			Ouverte			Craquée	→			
	→	Engrais organique											
	↓			Omis	→	↓						Canton suisse	Saison estivale
				Prénom arabe								↓	↓
Refaçonné avec précision		Souverain perse	→	↓					Rushs	→			
	→	Aluminium							Assistance publique				
	↓								↓				
							Aigreur	→					
	→												
Prénom féminin	→					Exténuée	→						

SITUATION À RAFAH

Réunion aujourd’hui du Conseil de sécurité à la demande de l’Algérie et de la Slovaquie

Le Conseil de sécurité tiendra lundi une séance ouverte pour discuter de la situation à Rafah, dans le sud de la bande de Gaza soumise à une agression sioniste, et ce à la demande de l’Algérie et de la Slovaquie. Selon l’ONU, quelque 800.000 Palestiniens ont été forcés de fuir Rafah depuis l’ordre d’évacuation sioniste le 6 mai, un jour avant l’invasion terrestre. La porte-parole de l’Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), Louise Wateridge, a indiqué que "la zone intérieure de Rafah est désormais devenue une ville fantôme. Il est difficile de croire que plus d’un million de personnes résidaient ici il y a à peine une semaine".

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 20 mai 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



SÛRETÉ DE WILAYA D'ALGER

Saisie de plus d’un kilogramme de cocaïne et plus de 6 kg de cannabis

Les services de la Sûreté de wilaya d’Alger, ont saisi, durant le mois d’avril dernier, 1,314 kg de drogue dur (cocaïne), et plus de 6 kg de cannabis, ainsi que 53.980 comprimés psychotropes, a indiqué, dimanche, un communiqué des mêmes services. "Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, les différents services opérationnels de la Sûreté de wilaya d’Alger, ont traité, durant le mois d’avril dernier, 4.958 affaires, dont 3.265 affaires liées à la drogue et aux psychotropes", a précisé la même source. A cet égard, "des quantités considérables de drogue et de drogue dure ont été saisies, à savoir 1,314 kg de cocaïne, 4,12 g d’héroïne et 6,145 kg de cannabis, outre, 53.980 comprimés psychotropes, tous types confondus, et 14 flacons de sédatif". Durant la même période, "les services de Sûreté de wilaya d’Alger ont traité 787 affaires relatives aux atteintes aux individus, aux fonds et aux biens, et 60 affaires liées à la cybercriminalité, en sus de 38 affaires relatives aux crimes et délits contre la famille, et 521 affaires relatives aux crimes et délits contre la chose publique", selon la même source. Les mêmes services ont rappelé les numéros vert 1548 et de secours 17, et l’application +Allo Chorta+ mis à la disposition des citoyens pour tout signalement.

AGRICULTURE JIJEL

Lancement officiel du recensement général



Le Recensement général de l’agriculture (RGA) visant à connaître les capacités nationales et l’identification des besoins en vue d’une prise de décisions fondées sur des données scientifiques précises lors de l’élaboration de la politique du secteur, a été lancé officiellement, hier dimanche, à partir de la wilaya de Blida. Le lancement officiel de cette opération devant se poursuivre jusqu’au 17 juillet prochain a été supervisé par le Secrétaire général du ministère de l’Agriculture et du Développement rural, Hamid Bensaâd, en présence des autorités locales et du Secrétaire général de l’Union nationale des paysans algériens (UNPA), Abdellatif Dilmî. Procédant au lancement de l’opération partir de la ferme pilote de la commune de Mouzaïa (ouest de Blida), M. Bensaâd a souligné l’"importance" de ce RGA, 3e du genre, après ceux de 1973 et 2001, vu qu’il "permettra l’obtention de données fiables et précises sur lesquelles seront fondées les futures politiques sectorielles". Il a ajouté que le secteur agricole a connu, ces dernières années, "une dynamique sans précédent, fruit de la nouvelle approche fondée sur la relance de la totalité des filières agricoles

stratégiques pour relever le défi de l’autosuffisance durable dans le but de renforcer la sécurité alimentaire du pays". Cette opération pour laquelle "l’Etat a mobilisé tous les moyens matériels et humains nécessaires à sa réussite", touchera la totalité des exploitations agricoles et des périmètres relevant du secteur à travers le pays, en vue d’"évaluer les biens agricoles, d’orienter les investissements et d’accompagner l’agriculteur", a-t-il souligné. Pour sa part, le SG de l’UNPA a appelé tous les agriculteurs activant dans différentes filières agricoles, de même que les professionnels du secteur, à "s’impliquer dans cette opération qui leur profi-

tera plus qu’à quiconque". Selon les responsables en charge du RGA auprès du ministère de l’Agriculture et du Développement rural, cette opération a mobilisé plus de 7.000 agents recenseurs, 1.300 contrôleurs, 120 superviseurs de wilayas et 29 superviseurs nationaux, ayant tous bénéficié d’une formation au niveau des centres et instituts de formation relevant du ministère. Cette opération, a-t-on expliqué, est un outil essentiel pour la collecte de données scientifiques précises sur les potentialités et les capacités du secteur agricole en termes de répartition géographique, de cultures, d’exploitation des terres, de nombre de têtes de

bétail, des pratiques agricoles, de ressource humaine, ainsi que des structures et infrastructures du secteur, des exploitations, des terres irriguées et autres données qui serviront de base pour déterminer les politiques de développement et orienter les décisions, tout en permettant au secteur d’édifier un système informatique efficient.

Le ministre de l’Agriculture, Youcef Cherfa a réitéré à maintes reprises l’importance extrême accordée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la réussite du RGA, car il s’agit d’un mécanisme de base pour connaître les capacités nationales et identifier les besoins afin de prendre des décisions fondées sur des données scientifiques précises. A noter l’émission, hier samedi, de deux timbres postaux dédiés au 3e RGA, avec 200.000 copies pour chaque timbre. L’opération de prévente a été programmée pour les 19 et 20 mai au niveau des Recettes principales d’Algérie-Poste et sera généralisée à l’ensemble des bureaux de poste à travers le territoire national les deux jours suivants avec possibilité d’achat sur le site officiel d’Algérie Poste.

R E.

DIPLOMATIE

Attaf reçoit à Alger son homologue centrafricaine

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l’étranger, M. Ahmed Attaf a reçu, dimanche à Alger, la ministre des Affaires étrangères de la République centrafricaine, Mme Sylvie Baïpo-Temon. A l’issue de son entrevue avec son homologue centrafricaine, M Attaf a indiqué que "les riches discussions que nous avons eues aujourd’hui ont été l’occasion de passer en revue les fondements et les piliers de la coopération et de la compréhension entre nos deux pays, qui doivent être renforcés afin de faire progresser nos objectifs communs aux niveaux bilatéral (et) multilatéral". "J’ai fait part à ma chère collègue, a-t-il ajouté, de la forte volonté politique qui nous anime à construire des relations équilibrées, significatives et bénéfiques, des relations qui tirent leur force des valeurs de confiance, de compréhension, de coopération et de solidarité, des relations qui puisent leur énergie de notre engagement commun envers les principes solides inscrits dans la Charte des Nations unies ainsi que dans l’Acte constitutif de l’Union africaine, et, enfin, des relations

que nous voulons plus efficaces et dont nous aspirons à enrichir le contenu et à élever au niveau qu’elles méritent réellement". "Sur la base de ces valeurs et principes, l’Algérie continuera à soutenir la République centrafricaine dans le domaine de la formation des ressources humaines et du renforcement des capacités, et elle est pleinement disposée à renforcer la coopération pour faire face aux défis communs, au premier rang desquels (figure) le fléau du terrorisme", a-t-il assuré. "L’Algérie continuera également à soutenir les efforts déployés par les autorités centrafricaines pour restaurer la sécurité, la stabilité et le bien-être de ce pays frère", a-t-il poursuivi. M. Attaf a assuré que l’Algérie, de par sa position au sein du Conseil de sécurité, "ne ménagera aucun effort pour défendre les intérêts, les préoccupations et les priorités de la République centrafricaine, ainsi que ceux des autres pays africains, en particulier ceux qui traversent des conjonctures difficiles, que nous espérons vivement pouvoir contribuer à surmonter de la meilleure façon possible". "Il ne fait aucun

doute que notre continent africain se trouve à un moment critique, un moment dont la difficulté et la gravité se manifestent dans les crises, les tensions et les polarisations qui caractérisent à présent les relations internationales, et qui produisent de graves répercussions et des effets néfastes multiformes sur l’ensemble des pays et des peuples africains", a-t-il, en outre, déploré. Par ailleurs, les deux ministres ont souligné, lors de leur entrevue, "la nécessité d’accélérer le renforcement du rôle de notre organisation continentale, l’Union africaine, et de lui permettre de se positionner comme un acteur influent aux niveaux continental et international dans la défense des intérêts et objectifs communs à tous les pays africains, à savoir la restauration de la paix et de la sécurité, et la réalisation du développement et de la prospérité pour tous sans aucune discrimination, distinction ou exclusion", a expliqué M. Attaf. "A cet égard, nous attendons avec impatience la prochaine échéance de renouvellement de la composition de la Commission de l’Union africaine pour choisir une nou-

velle direction qui soit pleinement consciente de la situation actuelle et qui s’efforce de faire progresser les espoirs, les aspirations et les ambitions des pays et des peuples africains, et qui s’emploie à rattraper le temps perdu, les efforts et les initiatives manqués pour promouvoir et mettre en œuvre des solutions africaines aux problèmes de l’Afrique", a-t-il souligné. De son côté, la ministre centrafricaine a exprimé sa gratitude quant aux positions prises par l’Algérie, à différentes occasions, en faveur de son pays, affirmant que l’Algérie incarnait la lutte des peuples du continent africain pour leur émancipation en rappelant, à ce propos, que l’indépendance d’un bon nombre de pays africains a été possible grâce à l’Algérie. Sur un autre plan, Mme Baïpo-Temon s’est attardée sur les multiples possibilités de partenariat entre l’Algérie et la République centrafricaine dans différents domaines, exprimant, dans le même contexte, le soutien de son pays aux positions prises par l’Algérie au sein du Conseil de sécurité afin de faire entendre la voix du continent africain.